

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3
SEPTEMBRE 2002
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



Les Andes

Une région de montagne, théâtre de nombreux conflits, qui lutte pour son développement et son intégration au monde

Pérou: vivre avec les catastrophes

Le commerce équitable victime de son succès ? Une analyse

DOSSIER



LES ANDES

Isolés dans des montagnes exsangues, les Indiens résistent

La Bolivie, le Pérou et l'Équateur sont confrontés aux mêmes problèmes : de médiocres liaisons routières, une population indigène négligée et des processus de décentralisation encore insuffisants

6

Curahuasi, capitale de l'anis

Pour que leur récolte se transforme en revenu, les petits paysans andins doivent résoudre le problème épineux de la commercialisation

12

La décentralisation dope le café bio

L'exemple de la commune d'Irupana, en Bolivie, montre que la décentralisation permet d'améliorer les conditions de vie de la population

14

Vingt femmes pour faire une banque

Au Bangladesh, des institutions financières informelles, soutenues par la DDC, octroient de petits crédits aux femmes les plus pauvres

24

FORUM



Bananes et café équitables ont conquis les caddies

Nulle part ailleurs en Europe, le commerce équitable ne rencontre autant de succès qu'en Suisse

26

Pourquoi avons-nous besoin de tout ça ?

L'écrivain mozambicain Mia Couto s'intéresse à l'ambiguïté des identités

29

HORIZONS



PÉROU

Et un quartier surgit durant la nuit...

Les habitants de ce pays blotti entre la côte Pacifique et la plaine de l'Amazonie ont appris à surmonter toutes sortes de catastrophes

16

Vivre au Pérou

Luz Villanueva Tena, une habitante de Lima âgée de 17 ans, décrit la vie dans son pays

20

DDC

Briser la glace pour le bien de tous

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque les partenariats entre secteur public et privé

21

Le réveil du Nyiragongo, un malheur de plus

Un travail de prévention bien ciblé permettrait d'éviter les effets les plus graves d'éruptions volcaniques

22

CULTURE



Le shashmaqom ne branche pas les jeunes Tadjiks

Un festival crée de l'animation dans la vie culturelle du Tadjikistan. Reportage

30

Chaleur humaine et créativité au menu de la coopération

La DDC soutient le développement de la culture en Asie centrale

32

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l'aide publique au développement ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



La durabilité fait son chemin

Du 26 août au 4 septembre, le monde entier aura les yeux fixés sur Johannesburg, où se tiendra, dix ans après Rio, le Sommet mondial sur le développement durable. Et le 10 septembre, à New York, la Suisse deviendra officiellement membre de l'ONU.

La Suisse ne tiendra pas un rôle identique dans ces deux événements de portée internationale: à New York, elle sera au centre de l'actualité mondiale, tandis qu'à Johannesburg, elle sera une nation parmi beaucoup d'autres. Malgré un contexte difficile et une marge de manœuvre réduite, elle ne se rend pourtant pas en Afrique du Sud les mains vides. Elle emporte des idées novatrices et des propositions, tout en assumant des responsabilités très concrètes. En effet, elle prend la direction d'au moins l'une des *partnership initiatives*, par lesquelles des groupes d'États et d'autres acteurs soutiennent la mise en œuvre de l'Agenda 21 dans un secteur donné du développement durable.

Les deux événements mentionnés plus haut sont en rapport avec une notion désormais connue partout dans le monde, la «durabilité». Elle a été définie en 1987 sur le plan international comme étant un développement qui couvre les besoins du présent, sans mettre en danger la satisfaction des besoins des générations futures.

Quelques faits, tant au niveau national qu'international, prouvent que la durabilité n'est pas restée lettre morte pour la Suisse. Lors du Sommet de la Terre à

Rio en 1992, la Suisse, qui coordonnait un groupe de pays de montagne, est parvenue à faire inclure dans le programme d'action un chapitre consacré au développement durable des régions de montagne. Ce succès est dû notamment au fait que son action en faveur de la durabilité ne s'est pas exercée uniquement vers l'extérieur, mais également sur le plan national. Le rapport du Conseil fédéral «Dix années après Rio 1992 – La Suisse en route vers une politique de développement durable», publié en juin 2001, ainsi que la «Stratégie du développement durable 2002», parue en mars dernier, témoignent de la volonté suisse d'aller de l'avant dans ce domaine.

Les problèmes liés à la pauvreté, à la santé ou aux transports ne sont pas les mêmes en Suisse qu'au niveau international. Ils exigent donc une approche différente. Pour vous en rendre compte, lisez le dossier sur les Andes dans ce numéro (dès la page 6) ou venez assister à la Conférence annuelle de la coopération au développement. Elle se tiendra le 30 août au Kongresshaus de Zurich et son hôte d'honneur sera le Pérou.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

Coup de balai en Afrique de l'Ouest

(jls) Certaines villes d'Afrique de l'Ouest sont étonnamment propres depuis que la collecte des ordures est assurée par des femmes. À Thiès (Sénégal), Bamako (Mali) et Ouagadougou (Burkina Faso), des brigades féminines s'activent dans les rues. Constituées en Groupements d'intérêt économique (GIE) pour l'assainissement des villes, elles balaient, érigent de petits tas d'ordures et les ramassent à l'aide de charrettes ou de brouettes. Ces femmes bénéficient de projets municipaux de lutte contre la pauvreté, lancés avec l'appui d'organismes d'aide internationaux. Pour les maires, cette collaboration est une bonne affaire : le salaire versé aux balayeuses est moins élevé que celui des agents municipaux et le travail est mieux fait.

Riz à nouveau exportable

(jls) À la fin des années 60, le Cambodge exportait de grandes quantités de riz décortiqué, mais la guerre civile a ruiné la qualité de sa production. Faute de rizières de qualité, les agriculteurs écoulent difficilement leurs récoltes au-delà du marché local. La situation pourrait changer grâce à l'ouverture en janvier dernier d'une rizière ultra-moderne, dont la construction



Herlind Schwarzbach / Still Pictures



LEBIS / Aif

a coûté entre 6 et 7 millions de dollars. Un investissement justifié, selon le directeur Chiv Heang : « Le Cambodge, pays essentiellement agricole, doit miser à fond sur ce secteur. Nous connaissons le succès tôt ou tard. » Contrairement aux rizeries artisanales, cette usine est capable d'éliminer les petits cailloux et de calibrer les grains selon quatre tailles différentes. Elle peut traiter jusqu'à 10 tonnes de riz à l'heure. En Thaïlande et au Viêt-nam, pays qui figurent parmi les plus importants exportateurs de riz du monde, de telles usines *high tech* se comptent par dizaines.

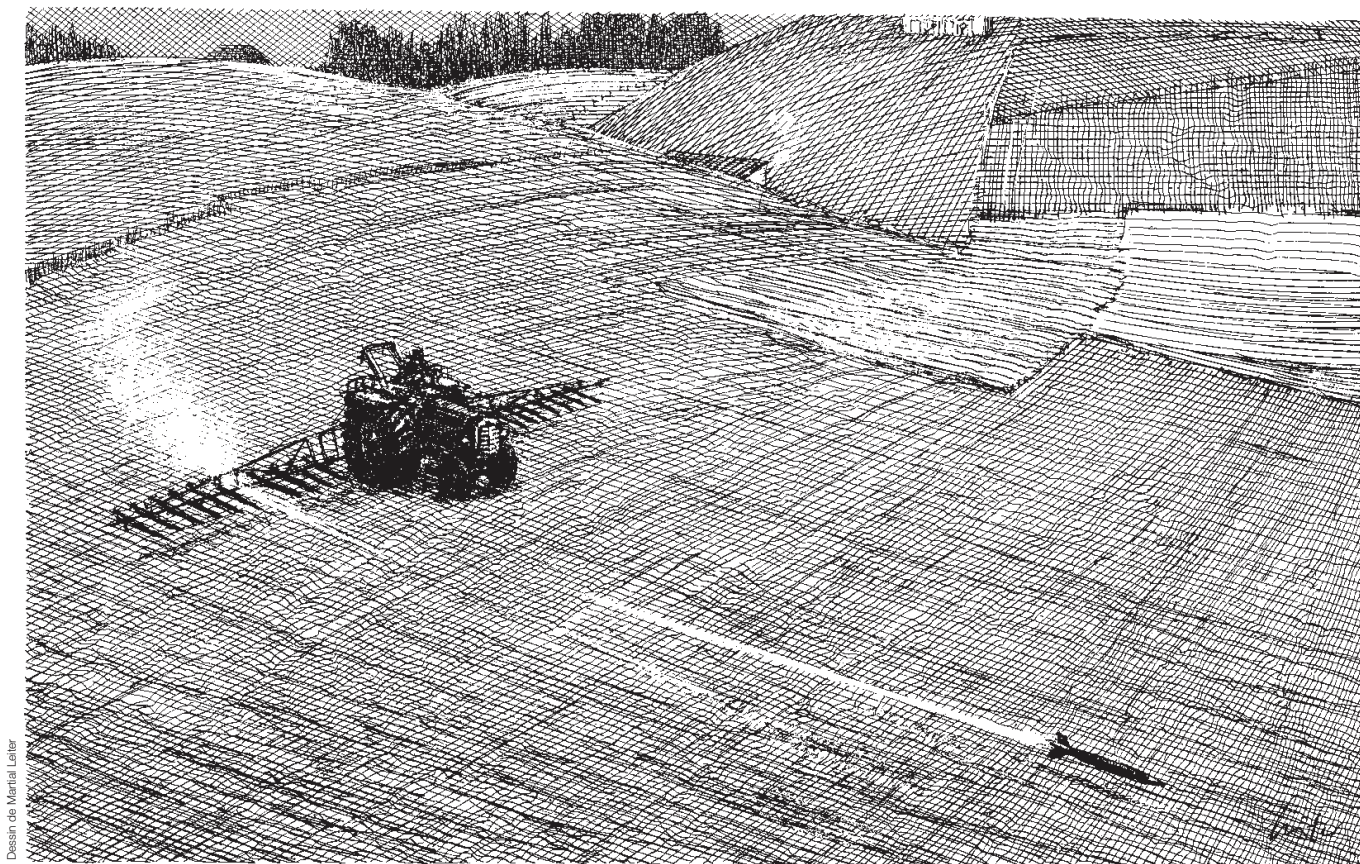
La tuberculose ne connaît pas de frontières

(bf) Il y a cent ans à peine, la tuberculose faisait des milliers de victimes chaque année dans les taudis des grandes villes d'Europe et des États-Unis. Rien n'entravait alors la propagation de cette maladie véhiculée par la faim, le manque d'hygiène et les conditions de logement catastrophiques. Avec l'amélioration des conditions de vie ainsi que l'arrivée de la vaccination et des antibiotiques, la phtisie, ancien nom de la tuberculose pulmonaire, a nettement reculé. Au point qu'on la croyait éradiquée. Mais ce n'était qu'illusion. La

tuberculose continue de sévir dans les pays en développement d'Afrique et d'Asie. Aujourd'hui, un tiers de la population mondiale est infectée et 98 pour cent de ces personnes vivent dans le tiers monde. Mais le danger menace aussi les pays industrialisés, surtout l'ex-Union soviétique : des bacilles résistant même aux médicaments les plus efficaces s'y développent à une telle vitesse que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé des programmes d'aide.

L'énergie tapie sous le lac Kivu

(bf) L'éruption volcanique qui a frappé Goma en janvier dernier a rappelé, brutalement et douloureusement certes, que la région du lac Kivu, dans l'est du Congo, recèle un grand potentiel énergétique. En effet, d'énormes quantités de gaz méthane s'accumulent sous le lac : la réserve est estimée à quelque 57 milliards de m³ (soit l'équivalent de 25 millions de tonnes de pétrole). On pense qu'il serait possible d'en exploiter environ 39 milliards de m³ pendant un siècle au moins, car la réserve se renouvelle à raison de 150 millions de m³ par an. Les deux États riverains du lac, la République démocratique du Congo et le Rwanda,



Dessin de Martial Laiter

Culture intensive

ont commandé une étude de faisabilité sur l'exploitation énergétique du méthane. Selon ses conclusions, deux centrales électriques pourraient produire 20 mégawatts. Les deux gouvernements pensent que cette manne énergétique serait bienvenue pour promouvoir l'artisanat et la petite industrie dans une région densément peuplée et souffrant de surexploitation agricole. De

plus, cela permettrait de freiner une érosion déjà très avancée, due à une déforestation implacable.

Lire aussi l'article sur l'éruption du Nyiragongo, pages 22 et 23

Inutiles engrais chimiques

(bf) À Cuba, le rendement des plantations de canne à sucre bio est de 20 pour cent supérieur à celui des cultures conventionnelles. Au Madhya Pradesh (Inde),



S. Ojima / Ojima / Still Pictures



Adrian Achab / Still Pictures

les producteurs de coton bio engrangent des récoltes qui dépassent d'un cinquième celles de leurs collègues utilisant des engrais artificiels. En épandant des engrais naturels, des paysans brésiliens ont accru leurs récoltes de maïs dans des proportions allant jusqu'à 250 pour cent. D'autres exemples, à Madagascar, en Éthiopie ou en Bolivie, montrent que le fait de renoncer aux produits chimiques en faveur de cultures biologiques bénéficie à

tout le monde. Rédigé par Nicolas Parrott, de l'Université de Cardiff (Royaume-Uni), le rapport *The Real Green Revolution* dresse un premier bilan de l'agriculture biologique à travers le monde. «Les paysans des pays en développement apprécient beaucoup plus les avantages de la culture biologique que leurs collègues des pays industrialisés. Et ils savent mieux les exploiter», affirme l'auteur. www.greenpeace.org.uk/realgreenrev.htm



Isolés dans des montagnes exsangues,

Les trois pays andins que sont la Bolivie, l'Équateur et le Pérou affrontent le même genre de problèmes. La population indigène est négligée, la décentralisation souffre de graves lacunes et la médiocrité des voies de communication entraîne l'isolement des montagnards. Les conséquences: misère rurale, injustice sociale et résistance croissante. De Michèle Laubscher*.

Un vent cinglant siffle entre les petites huttes, quelques lamas et moutons paissent l'herbe rare. Une quinzaine de familles habitent ce hameau perché à près de 5000 mètres d'altitude, qui appartient à la commune de Potosí, dans le sud des Andes boliviennes. «À part ces animaux, nous n'avons rien», dit un jeune Quechua dans un espa-

gnol approximatif. «Quand quelqu'un tombe malade, nous devons marcher longtemps jusqu'à la route, et attendre jusqu'à ce qu'une voiture nous emmène à Potosí. Sinon, nous allons à pied et cela prend des heures. C'est que nous sommes pauvres.» «Pourquoi êtes-vous pauvres?», lui demande René Joaquino, le maire de Potosí (voir texte en marge,



La route qui mène à Quito

Rip Hopkins / Agence Vu

nes les Indiens résistent

page 9), qui nous a conduits dans des coins perdus de sa commune. «Parce que nous n'avons pas de travail. Si nous voulons un emploi, nous devons aller en ville», répond le paysan. Il n'y a guère de travail à Potosí, sauf dans les anciennes mines du Cerro Rico, la légendaire montagne d'argent qui domine la ville. Ses galeries sont pratiquement taries. Cependant, quelque 25 000 mineurs – dont des centaines d'enfants et d'adolescents – continuent à les explorer pour leur propre compte et au péril de leur vie. Ils en tirent un revenu minime.

Richesse exportée

C'est en 1545 que les Espagnols ont commencé à exploiter le Cerro Rico. Au 17^e siècle, Potosí passait pour la ville la plus riche du monde. On prétendait que ses rues étaient pavées d'argent.

Mais au lieu de rester dans le pays, cette richesse immense a donné au capitalisme européen une impulsion déterminante. Même après l'indépendance de la Bolivie, au 19^e siècle, seule une faible partie des bénéfices a alimenté le Trésor public. Ce que l'État percevait, il l'investissait dans la ville de La Paz, siège du gouvernement, et dans la partie est du pays, surtout la plaine tropicale de Santa Cruz. Il est manifeste que Potosí n'a jamais profité des trésors qu'elle a donnés au monde: alors que l'agriculture de plaine est prospère, les paysans des Andes en sont toujours à trimer avec des bœufs et des charrues en bois, récoltant à peine de quoi survivre. La nouvelle richesse de l'Est n'est pas redistribuée; on ne songe guère à la réinvestir dans le développement des hauts plateaux andins, totalement exsangues.



Mark Edwards / Still Pictures

La Paz



Jürgen Biederm / laif

Potosí

«On manque d'écoles et d'hôpitaux. La moitié de la population n'a pas accès à l'électricité, à l'eau potable et n'est pas raccordée à un réseau d'égouts. Les rares infrastructures sanitaires ont plus d'un siècle, mais nous n'avons pas d'argent pour les réparer. Et les routes sont dans un état lamentable», raconte René Joaquino. Le budget de la ville, fixé par le gouvernement central, se base sur le chiffre de 120 000 habitants dénombrés lors du recensement de 1992, alors que plus de 150 000 personnes vivent aujourd'hui à Potosí. Ces fonds publics calculés trop chichement arrivent souvent avec du retard, parfois même pas du tout.

Le jeune maire s'efforce d'utiliser cet argent de manière aussi efficace que possible. Par des contrôles et par un travail de persuasion, il combat les habitudes de corruption, les marchés publics surpayés ou aberrants. Cependant, cela ne suffit pas pour résoudre les problèmes les plus urgents de la municipalité. René Joaquino n'a pas les moyens de réaliser des projets tels que l'encouragement de la



Julio Echever / Still Pictures

Équateur

production agricole, qui permettraient de freiner l'exode rural.

Isolement des montagnards

Les problèmes de Potosí sont ceux de tout l'espace andin. L'affectation des deniers publics est du ressort des gouvernements centraux et ceux-ci négligent traditionnellement les régions peuplées en majorité d'indigènes. Souvent, les efforts de décentralisation échouent du fait que les communes se voient confier de nouvelles tâches sans obtenir suffisamment de moyens financiers pour les accomplir.

Les routes sont si mauvaises que la population des hauts plateaux se trouve complètement isolée, ce qui entraîne de graves conséquences économiques et sociales.

À environ quatre heures de voiture de Cuzco, ancienne capitale inca et principale destination touristique du Pérou, quelques centaines de personnes vivent dans une vallée si retirée que la

consanguinité est à l'origine de nombreux handicaps psychiques et physiques. Dans la région d'Ayacucho, bien des paysans produisent plus qu'ils ne consomment, mais céréales, légumes et miel leur restent sur les bras du fait qu'il n'y a pas de moyens de transport et que l'aide de l'État ne suffit pas à mettre en place un marché intérieur. En même temps, le Pérou importe des denrées alimentaires pour plusieurs centaines de millions de dollars par année.

La pauvreté et la faim ont conduit beaucoup de paysans à cultiver la coca. Le rendement est relativement élevé et l'écoulement assuré, car les acheteurs viennent même dans les endroits retirés prendre livraison de cette matière première de la cocaïne. Sur pression des États-Unis, les gouvernements entreprennent depuis des années des campagnes de destruction et pressent les agriculteurs de se tourner vers d'autres cultures. Mais les *campesinos* sont souvent laissés à eux-mêmes, sans conseils, sans crédits préférentiels, sans aide à la

mément restreint les superficies à leur disposition. Dans les années 50 et 60, les Andes ont connu un mouvement d'occupation de terres et de réformes agraires qui ont conduit à une redistribution partielle des latifundia entre les paysans. Mais cette amélioration a été de courte durée. Les communautés indigènes n'ont pas tardé à être de nouveau à l'étroit. Depuis longtemps, elles n'ont plus assez de terre pour se nourrir et l'exode rural se poursuit.

La pression croissante qui s'exerce sur les terres agricoles n'est pas uniquement démographique. De grandes entreprises nationales et étrangères se lancent dans l'agriculture afin de produire pour l'exportation. Leurs intérêts sont en conflit avec le droit foncier indigène ainsi qu'avec le régime juridique des eaux, qui prévoit un usage collectif des ruisseaux et des rivières. Ce régime est incompatible avec les énormes quantités d'eau dont l'agro-industrie a besoin pour l'irrigation.

Après des décennies d'exode rural, la majorité de

L'exploitation des imbéciles

La ville de Potosí ne vit pratiquement que du travail des mineurs, lesquels végètent eux-mêmes dans un grand dénuement. Leur espérance de vie est de 42 ans. Ce qu'ils arrachent péniblement à la montagne, ils le vendent à des intermédiaires qui les escroquent le plus souvent. Beaucoup d'entre eux parlent de leur situation avec amertume. « Nous ne gagnons même pas de quoi acheter du lait. Les mineurs meurent jeunes, d'un accident ou d'une maladie pulmonaire causée par la poussière », raconte Luis Montes, âgé de 40 ans à peine. « Un dicton dit : le rusé vit de l'imbécile et l'imbécile vit de son travail. C'est un principe qui s'applique à la Bolivie. »

Le candidat fou

« Au début, beaucoup ont pensé que j'étais fou, puis ils ont commencé à me comprendre », se souvient le maire de Potosí, René Joaquino, à propos de sa première campagne électorale au milieu des années 90. Il marchait alors seul à travers la ville, expliquant aux gens quelles sont les conséquences de la corruption sur les institutions locales et comment on pourrait combattre ce fléau. Cet homme né dans une famille rurale nombreuse, qui a fait des études de droit après un apprentissage de maçon, a été élu de façon inattendue au gouvernement municipal. Par la suite, plusieurs maires ont été obligés de démissionner coup sur coup pour des affaires de corruption. Et M. Joaquino était le seul membre de l'exécutif disposé à assumer cette fonction. Il a été confirmé dans sa charge lors des élections de 1999. Le parti qu'il a fondé entre-temps a remporté neuf des onze sièges gouvernementaux.



Kurt Wyss / DDC

Pérou

commercialisation. Le prix des fruits, du café ou des cœurs de palmiers est si bas que la récolte pourrit sur place. Le produit de la vente ne couvrirait même pas les frais de transport. Cependant, même des prix plus élevés seraient encore loin de concurrencer les gains que procure la culture de la coca. La différence de revenu ne pourrait être compensée qu'en améliorant la qualité de vie des agriculteurs, en construisant des écoles, des dispensaires, des routes et des conduites d'eau.

Un bidonville-champignon

L'isolement n'est pas la seule cause de la pauvreté rurale. Le manque de surfaces cultivables est tout aussi grave. Dans la plupart des cultures indigènes, la terre est une propriété collective. Chaque famille dispose d'un droit d'exploitation sur un lopin de terre, qu'elle ne peut ni vendre ni léguer. Cette tradition a été bouleversée par les latifundia des colons, puis des immigrants européens. Ces grands propriétaires ont chassé les autochtones ou énormément



Heine Pedersen / Still Pictures

Bolivie

la population andine vit aujourd'hui dans des villes dont la ceinture de pauvreté s'étend chaque année un peu plus. C'est dans l'immense bidonville d'El Alto, au-dessus de La Paz, que cette misère urbaine est la plus choquante. La population a doublé en dix ans pour atteindre 800 000 habitants. Aucune autre ville au monde ne se développe à une telle vitesse. Il y a un enseignant pour 350 en-

La valeur du travail

L'importance culturelle du travail est considérable dans les sociétés andines. Ce qu'il rapporte est secondaire. C'est l'effort qui compte. En discutant avec des enfants qui travaillent dans la ville péruvienne de Cuzco, il apparaît clairement que le fait d'avoir un emploi – à côté de l'école – est ressenti comme une chance de promotion. La plupart suivent l'école à mi-temps, beaucoup passent la nuit dans des dortoirs pour les enfants des rues. Chico, un cireur de chaussures âgé de neuf ans, explique qu'il ne travaille pas seulement pour manger : « Nous voulons tous être autre chose quand nous serons grands. Mais pour cela, il faut pouvoir travailler depuis très jeune. Les maîtres nous aident pour que le matériel scolaire ne nous coûte pas trop cher et que nous puissions terminer l'école. »

Aide militaire américaine

On retrouve en Colombie les mêmes problèmes que dans le reste de l'espace andin. Mais ils y sont énormément compliqués par la guerre que se livrent depuis 40 ans les guérilleros, l'armée et les escadrons de la mort paramilitaires. Le conflit s'est dramatiquement aggravé depuis la rupture des négociations de paix en janvier dernier. Dans le cadre de leur campagne contre le terrorisme, les États-Unis s'apprêtent à étendre à la lutte contre la guérilla leur aide militaire qui, jusqu'à présent, se limitait officiellement à la guerre anti-drogue. Certains signes indiquent que l'armée américaine va renforcer sa présence en Équateur et prendre pied au Pérou. Cette militarisation de la région andine menace de conduire à une spirale de la violence qui aurait des conséquences catastrophiques pour le développement et la démocratisation.



Jeremy Horner / Panos / Strates

Cuzco

enfants, un dispensaire pour 12000 personnes. L'eau potable à domicile y est pratiquement inexistante, quatre cinquièmes des habitants doivent faire leurs besoins en plein air, de nombreux quartiers ne connaissent pas l'évacuation des ordures et l'état de santé de la population est à l'avenant. La plupart des habitants survivent grâce à des emplois occasionnels et au petit commerce. La violence – dans la rue et au sein des familles – atteint des proportions dramatiques.

Globalisation à sens unique

La réponse standard à cet ensemble de problèmes est l'intégration au marché. Mais jusqu'à présent, cette intégration consiste surtout à amener sur le marché international des matières premières, comme les ressources minières, le bois ou les produits agricoles. On donne la priorité à l'économie d'exportation pour que les pays obtiennent des devises, lesquelles servent essentiellement à payer le service de la dette. Les gouvernements soutiennent les grands groupes (souvent étrangers) qui exploitent ou cultivent ces matières premières, mais ils ne s'intéressent pas aux petites entreprises indigènes qui créent des emplois et de la valeur ajoutée. Rien n'est fait pour promouvoir le commerce intérieur et le marché national, ou pour instaurer un processus d'industrialisation.

Le terme « intégration au marché » cache le fait que la globalisation est restée une voie à sens unique. Les pays andins se voient contraints d'ouvrir leurs marchés, de consentir à des dérégulations et à des privatisations, mais ils n'obtiennent aucune contre-prestation. Ils sont inondés de produits agricoles subventionnés et de biens de consommation bon marché en provenance du Nord et d'Asie. En revanche, leurs propres produits agricoles se vendent à des prix dramatiquement bas sur le marché mondial et n'ont souvent même pas

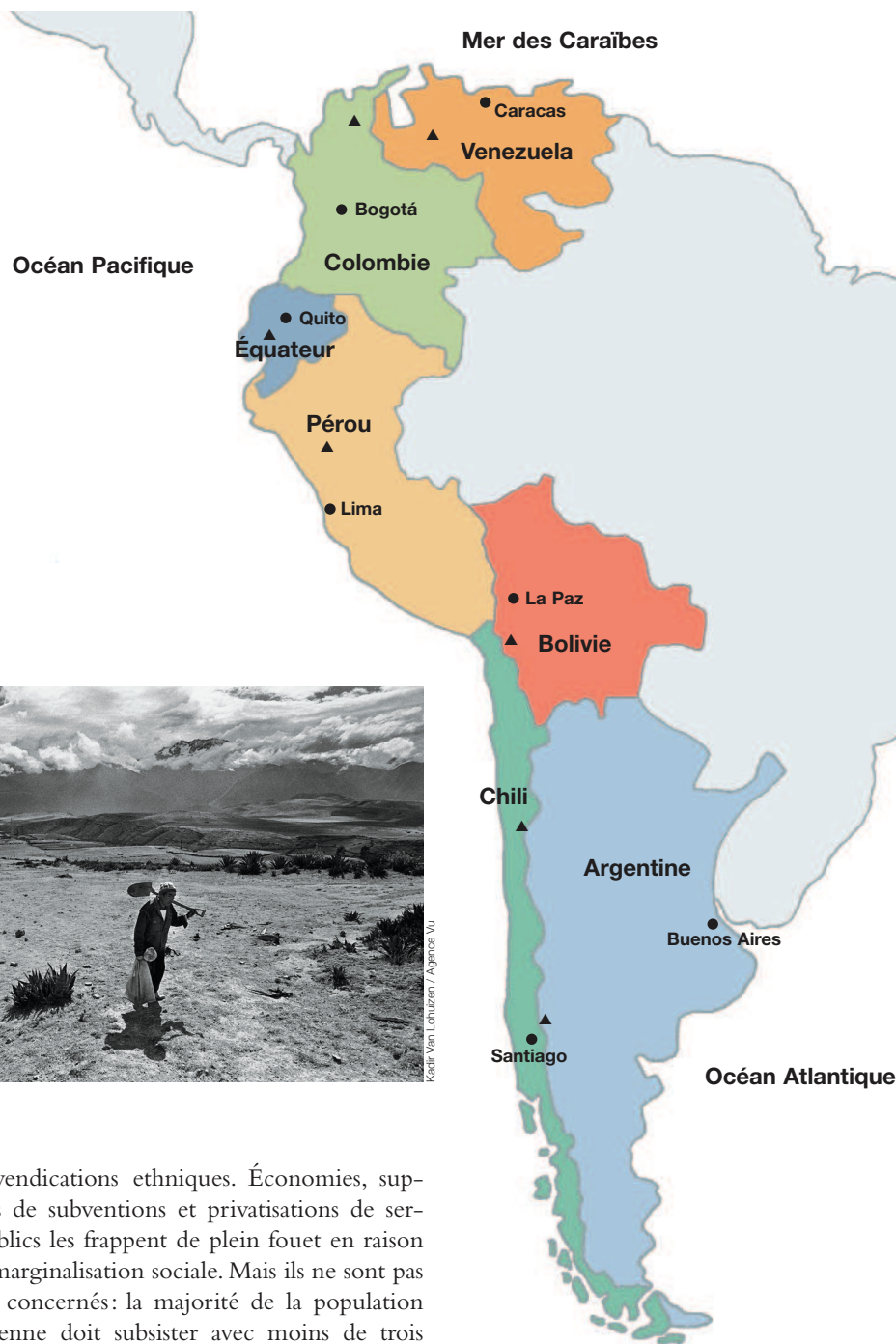
accès aux marchés du Nord. États-Unis et Europe se barricadent contre les importations et trouvent constamment de nouvelles raisons de refuser des allègements douaniers aux pays andins. Les privatisations entraînent des suppressions d'emplois et des augmentations de tarifs. Le transfert de technologie, si souvent invoqué, n'a pas lieu. Enfin, les entreprises étrangères investissent leurs bénéfices, non pas sur place, mais dans le monde développé. Jusqu'ici, la mondialisation n'a rien apporté à une grande partie de la population andine.

Résistance croissante

Le néolibéralisme suscite une résistance croissante. C'est le puissant mouvement indigène d'Équateur qui se défend avec le plus d'énergie. Il a d'abord revendiqué avec succès l'enseignement bilingue, une meilleure représentation politique et la reconnaissance de ses propres usages juridiques et administratifs. La population autochtone est mieux organisée et a obtenu plus de résultats en Équateur que dans n'importe quel autre pays. Mais ici comme dans toute l'Amérique latine, elle reste socialement défavorisée. Le fait que les indigènes soient exclus des systèmes de santé et d'éducation renforce les préjugés racistes fondés sur une ignorance quasi totale de leur histoire et de leur culture : les *indios* sont paresseux, stupides et sales.

En Équateur, les Indiens ont élargi leurs revendications sociales. « Nos problèmes ne se résoudront pas dans le cadre de traitements spéciaux, mais seulement si l'on parvient à trouver des solutions aux problèmes nationaux, tels que la corruption, l'absence de politique sociale ou les erreurs de politique économique », explique Nina Pacari, l'une des figures politiques les plus connues du mouvement indigène.

Le combat contre les répercussions de la mondialisation ne signifie pas que les Indiens renoncent à



Les pays andins

Venezuela

Caracas
912 050 km²
Nombre d'habitants : 23,9 millions
Part de la population indigène : 2%
Point culminant : Pico Bolívar (5007 m)

Colombie

Bogotá
1 138 910 km²
Nombre d'habitants : 40,3 millions
Part de la population indigène : 2%
Point culminant : Pico Cristóbal Colón (5775 m)

Équateur

Quito
283 560 km²
Nombre d'habitants : 12,9 millions
Part de la population indigène : 43%
Point culminant : Chimborazo (6267 m)

Pérou

Lima
1 285 220 km²
Nombre d'habitants : 27,5 millions
Part de la population indigène : 47%
Point culminant : Nevado Huascarán (6768 m)

Bolivie

La Paz
1 098 580 km²
Nombre d'habitants : 8,3 millions
Part de la population indigène : 71%
Point culminant : Nevado Sajama (6542 m)

Chili

Santiago
756 950 km²
Nombre d'habitants : 15,3 millions
Part de la population indigène : 8%
Point culminant : Nevado Ojos del Salado (6880 m)

Argentine

Buenos Aires
2 766 890 km²
Nombre d'habitants : 37,4 millions
Part de la population indigène : 1%
Point culminant : Cerro Aconcagua (6960 m)



Pérou

leurs revendications ethniques. Économies, suppressions de subventions et privatisations de services publics les frappent de plein fouet en raison de leur marginalisation sociale. Mais ils ne sont pas les seuls concernés : la majorité de la population équatorienne doit subsister avec moins de trois francs par jour ; quatre personnes en âge de travailler sur cinq n'ont pas de gagne-pain ou alors un emploi précaire. C'est pourquoi les revendications indiennes bénéficient d'un soutien massif dans le reste de la population.

La solution aux problèmes andins passe par davantage de démocratie au niveau social, économique et politique. Il faut que les classes défavorisées participent aux décisions concernant la distribution et l'affectation des fonds disponibles, ce qui suppose une véritable décentralisation. La population doit disposer d'instruments de contrôle pour combattre les intérêts particuliers et la corruption. Ces pays ont besoin d'institutions étatiques fortes qui défendent l'intérêt général, qui garantissent une

répartition équitable des richesses, du développement et du travail. En théorie, le libéralisme devait faire retomber vers le bas quelques miettes de richesse et ainsi contribuer au processus de développement. Jusqu'à présent, il n'a fait que creuser davantage le fossé entre riches et pauvres. ■

** Michèle Laubscher vit depuis plusieurs années en Amérique latine, où elle travaille en tant que journaliste indépendante*

(De l'allemand)

Curahuasi, capitale de

L'anis de Curahuasi, dans les Andes péruviennes, passe pour être l'un des meilleurs du monde. La majeure partie de la production est consommée par les habitants de Lima, la capitale. Une filière de commercialisation, construite avec l'appui de la DDC, facilite l'accès des petits paysans andins à ce vaste marché, qui se trouve à 1200 km de chez eux par la route. De Jane-Lise Schneeberger.

L'approche par filière

Depuis 1995, la DDC a réorienté son aide au secteur agricole péruvien. Son objectif est toujours d'améliorer le revenu des petits paysans installés dans les vallées andines, entre 2500 et 4000 mètres d'altitude. Mais l'approche est radicalement nouvelle. Plutôt que de promouvoir un accroissement de l'offre, il s'agit d'abord de vérifier si celle-ci répond à un besoin des consommateurs. Des études de marché ont montré qu'il existait dans les villes une demande pour des produits andins tels que les céréales, l'anis, l'artichaut, le haricot, le maïs blanc ou les petits fruits. L'étape suivante consiste à articuler des filières par produit, afin de favoriser une insertion sur le marché dans des conditions compétitives. Pour ce faire, il faut concevoir et expérimenter des instruments qui relient les maillons de la chaîne agroalimentaire, de la production jusqu'à la distribution.



S. Ojeda / Contrasto / Christian Aid / Still Pictures

De l'ensemencement jusqu'à la commercialisation...

Environ 80 pour cent de l'anis vendu au Pérou vient de Curahuasi, localité située à 2668 mètres d'altitude, au creux d'une vallée retirée et pauvre. Il est consommé essentiellement en tisane. Par le mystère d'un climat et d'un sol particuliers, Curahuasi produit un anis de qualité exceptionnelle. Des échantillons analysés par un laboratoire allemand ont révélé une teneur très élevée en anéthol, substance qui lui donne son parfum. Dans la vallée, quelque 750 paysans cultivent l'anis sur de petites parcelles d'un hectare en moyenne. Mais pour que cette plante aromatique leur procure un réel revenu, elle doit être vendue dans des conditions favorables sur le marché de Lima, ville de 7,5 millions d'habitants.

Jusqu'en 1998, il n'existait qu'un seul téléphone à Curahuasi. Les paysans ne pouvaient donc pas se

renseigner sur le cours de l'anis à Lima. Ils n'avaient d'autre choix que de s'en remettre aux acheteurs qui montent dans la vallée deux fois par an, à l'époque des récoltes. Ces commerçants acquièrent l'anis à bas prix et s'offrent de solides bénéfices en profitant du fait que les producteurs sont privés d'information. Leurs marges sont d'autant plus juteuses qu'ils travaillent de manière informelle, échappant à toute obligation fiscale. Selon des estimations, environ 70 pour cent des 500 tonnes d'anis produites en moyenne chaque année à Curahuasi sont commercialisées par des circuits informels.

Plus de transparence

La situation a commencé à changer en 1998, avec l'ouverture à Curahuasi de la Mesa de negociación

l'anis



...l'anis franchit plusieurs étapes avant de se transformer en revenu

andina (MENA). Cette petite entreprise de services, spécialisée dans la collecte de produits non périssables, a été fondée par sept producteurs et commerçants locaux. Son but est d'améliorer la capacité de négociation des producteurs. Elle a été conçue et mise sur pied avec l'appui d'un programme de la DDC dédié aux stratégies d'articulation entre les marchés et les producteurs de la Sierra (Pymagros).

La structure est légère: deux employés, un entrepôt, une balance, une machine à classer l'anis, des silos, un petit bureau avec un ordinateur et surtout une ligne de téléphone, indispensable pour suivre l'évolution du marché. Les prix de l'anis, mais aussi de la *kiwicha*, du haricot ou de la semence de lin, sont reportés sur une ardoise accrochée à la porte du bâtiment. Deux fois par mois, la MENA établit une offre de produits et la faxe à des acheteurs potentiels. Si des fluctuations importantes interviennent, elle les répercute par le biais d'une radio locale.

«Les producteurs ont désormais accès à une information indépendante, transparente et disponible en temps réel. Pour prendre de bonnes décisions, ils doivent savoir comment va se faire la transaction et quelles sont les exigences de l'acheteur», explique Albéric Hibon, directeur du programme Pymagros.

Un gain de 30 pour cent

Quand un cultivateur apporte sa récolte à la MENA, les grains sont pesés, triés et nettoyés. On constitue des lots correspondant à trois différentes qualités. «Cette entreprise vise à regrouper l'offre et à standardiser la qualité, ce qui permet aux producteurs de négocier dans de meilleures conditions», souligne M. Hibon. Grâce à des crédits octroyés par une organisation locale, le paysan reçoit une avance à la livraison. Une fois la vente

réalisée, la MENA lui verse le solde, après avoir déduit ses frais.

En vendant leur anis à la MENA, les producteurs obtiennent en moyenne 30 pour cent de plus qu'auprès des commerçants informels. Pourtant, ils sont encore peu nombreux à choisir cette filière. On n'en comptait que 63 lors de la récolte d'octobre 2001. C'est que les négociants extérieurs à la région n'ont pas vu d'un bon œil l'apparition de ce trouble-fête qui prétend réformer le marché en jouant la carte de la transparence. Et lorsqu'ils ont vent d'une transaction prévue par la MENA, ils n'hésitent pas à casser le marché en faisant une offre plus avantageuse. «Du fait qu'ils ne paient ni impôt ni TVA, ils peuvent se permettre de réduire temporairement leurs marges. Sans cette concurrence déloyale, la MENA aurait pu acheter et vendre de bien plus grandes quantités d'anis», relève Albéric Hibon.

La qualité et la propreté de l'anis offert par la MENA constituent des arguments importants aux yeux d'entreprises de transformation qui visent des consommateurs sélectifs. C'est le cas d'ASA Alimentos, à Lima, une société spécialisée dans le conditionnement et l'emballage. Elle achète régulièrement à la MENA des lots d'anis de qualité «extra». ASA produit des sachets de thé, qu'elle conditionne dans des boîtes vertes, décorées de fleurs d'anis et emballées dans du cellophane. Elle collabore avec une société de distribution qui achemine ces boîtes vers de nombreux points de vente de la capitale, de l'épicerie au supermarché. ■

Sur le modèle de l'anis

La MENA de Curahuasi est une sorte de prototype. Le projet Pymagros a tenu à mettre au point un instrument reproductible. À terme, différentes entreprises de ce type pourraient fonctionner dans d'autres régions de la Sierra péruvienne, là où des paysans cultivent des produits dont le potentiel commercial a été clairement établi. Pymagros travaille à l'installation d'une MENA à Cuzco, pour la commercialisation de céréales, et d'une autre à Cajamarca, pour différentes denrées régionales. Compte tenu de l'expérience faite à Curahuasi, certains ajustements seront apportés, notamment en ce qui concerne l'identification de la demande finale et la formation des producteurs à la gestion. Dans les deux cas cependant, certaines contraintes subsistent: la concurrence déloyale du secteur informel et la faiblesse de la recherche appliquée qui devrait permettre de rendre les produits plus compétitifs.

La décentralisation dope le café bio

La décentralisation a donné aux municipalités boliviennes la possibilité de prendre en main le développement économique local. L'exemple d'Irupana, commune vouée à la production de café biologique, montre qu'une concertation étroite entre le gouvernement local et les organisations paysannes permet d'améliorer les conditions de vie de la population.

Pouvoirs municipaux

C'est sous la présidence de Gonzalo Sánchez de Lozada qu'a été lancé le processus de décentralisation en Bolivie. La Loi de participation populaire (LPP), promulguée en 1994, a créé 311 municipalités (elles sont 314 aujourd'hui), alors qu'il n'en existait que 24 jusque-là. Les municipalités sont dotées d'un conseil municipal élu au suffrage universel, d'un maire et d'un comité de surveillance désigné par les organisations de base. Ces dernières ont reçu un statut légal et sont ainsi devenues les partenaires des autorités locales. En 1995, la Loi de décentralisation administrative a réorganisé la gestion au niveau des neuf départements, pour l'adapter à la structure créée par la LPP. Ce dispositif a été complété en 2001 par la Loi de dialogue national, qui attribue aux communes les ressources provenant de l'allègement de la dette bolivienne. La seconde initiative internationale en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ-II) prévoit que les fonds ainsi dégagés seront affectés à la lutte contre la pauvreté.



Sean Sprague / Panos / Strates

(Jls) Située dans les Yungas, ces hautes vallées au climat tropical, la municipalité d'Irupana compte 25 000 habitants, selon les estimations de la mairie. Environ 85 pour cent d'entre eux sont de petits producteurs, dispersés sur un territoire compris entre 1000 et 2500 mètres d'altitude. Presque tous plantent du café, culture qui représente leur principale source de revenus. Par le passé, la rapacité d'intermédiaires locaux, ajoutée aux baisses de prix vertigineuses sur le marché mondial, maintenait les agriculteurs dans une pauvreté extrême. En 1984, quelques planteurs ont décidé de réagir et ils ont créé leur propre coopérative agricole régionale (CORACA). Cette dernière s'est lancée dans la commercialisation de café biologique. Elle a établi des contacts directs avec les réseaux européens de commerce équitable et écologique. Ses experts ont expliqué aux paysans comment cultiver le café sans substances chimiques. Grâce à cette



Gonzalez / laif

innovation, les familles rurales ont pu augmenter leurs revenus. Aujourd'hui, la CORACA est le principal acheteur du café récolté à Irupana. Ses prix sont en moyenne de 30 pour cent supérieurs à ceux pratiqués par les exportateurs privés. «Sous

l'impulsion de la CORACA, les petits producteurs ont pris conscience qu'ils pouvaient sortir de la pauvreté par leurs propres moyens, moyennant une assistance technique adéquate», constate l'économiste bolivien Javier Zubieta, dans une étude consacrée à Irupana.

Des compétences et des ressources

C'est ce regard neuf que les paysans ont porté sur le processus de décentralisation, lancé en 1994 par la Loi de participation populaire (LPP). Comme les 310 autres municipalités créées à cette occasion, Irupana s'est vue octroyer non seulement des compétences politiques, mais également les moyens financiers de gérer les affaires publiques au niveau local. Aux termes de cette loi, l'État central redistribue chaque année 20 pour cent de ses recettes fiscales aux communes, proportionnellement à leur population. Irupana, dont les caisses étaient à peu près vides jusqu'en 1993, a reçu en 1999 par exemple l'équivalent de 630 000 francs suisses.

Pour bénéficier de sa quote-part, chaque commune doit toutefois produire un plan de développe-

ment, en 1995, et ont décroché deux sièges sur cinq au conseil municipal.

À l'initiative des deux élus paysans, le gouvernement a décidé d'associer les six centrales agricoles à l'élaboration de son budget annuel d'investissements. Cette mesure va même plus loin que la LPP en matière de participation. Les communautés rurales se réunissent désormais chaque année pour identifier leurs propres priorités de développement et celles de l'ensemble de la municipalité. Contrairement à d'autres communes, Irupana n'a pas tout misé sur les besoins sociaux. «Cela ne sert à rien de construire des dispensaires si nous n'avons pas d'argent pour nourrir nos familles», explique Sabina Benique, ex-conseillère municipale paysanne. C'est une logique productive qui guide les choix des centrales agricoles. Elles accordent la priorité à des projets tels que la réfection et la construction de chemins vicinaux, la formation des agriculteurs ou la construction de canaux d'irrigation. Un autre poste important du budget est consacré aux systèmes d'eau potable et d'assainissement.

L'histoire récente d'Irupana donne raison aux pro-

Soutien de la DDC à la décentralisation

La DDC a soutenu dès le début la mise en oeuvre de la décentralisation en Bolivie, par différents projets. Actuellement, son aide porte essentiellement sur deux axes. Un programme est consacré au développement économique rural. Il soutient les processus de concertation entre les instances publiques et le secteur privé. Son but est d'améliorer la capacité institutionnelle des municipalités, afin qu'elles puissent promouvoir les activités des entreprises et attirer des investissements privés au niveau local. Un autre programme de la DDC vise à consolider la démocratie municipale. Il veut donner aux populations rurales les moyens de participer au développement économique et social. Concrètement, il s'agit d'expliquer aux citoyens quels droits et quels devoirs leur confère la décentralisation, de renforcer les capacités individuelles des élus et de promouvoir la participation des femmes.

Signalons également que le numéro 2 de la série «Écrits sur le développement de la DDC», paru en 1999, porte sur le thème de la décentralisation. Il peut être commandé en version allemande et française gratuitement auprès de la DDC, section médias et communication, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12 ou par e-mail: info@deza.admin.ch



Paul Häm / laif

ment qui fixe ses objectifs pour cinq ans. Et la loi l'oblige à élaborer ce plan en concertation avec la société civile. C'est une particularité de la LPP, qui a institutionnalisé la participation populaire dans la gestion municipale. À cette fin, elle a reconnu toutes les organisations traditionnelles basées sur des critères territoriaux, comme les communautés indigènes ou paysannes. Dans le cas d'Irupana, les six centrales agricoles existantes ont ainsi obtenu un statut légal.

Deux paysans au gouvernement

D'emblée, les paysans d'Irupana ont vu dans les mécanismes de la décentralisation une occasion inespérée de consolider la CORACA, de créer un environnement économique favorable à leurs activités et de répondre aux besoins de la zone rurale, historiquement marginalisée par rapport au chef-lieu. Ils se sont lancés dans la campagne pour les



Marc Edwards / Still Pictures

moteurs de la décentralisation en Bolivie, qui ont parié sur une concertation entre le secteur public et privé pour générer des richesses au niveau municipal. «La participation populaire et la promotion de l'économie locale sont au cœur de cette réforme visionnaire», souligne Giancarlo de Picciotto, chargé de programme à la DDC. «La mise en oeuvre de la décentralisation pose encore un certain nombre de problèmes, liés notamment à la rotation élevée du personnel politique. Mais les gens savent au moins qu'ils ont les moyens de prendre leur avenir en main et de réaliser leurs rêves.» ■



Le fleuve Amazone

Et un quartier surgit durant la nuit...

Les Péruviens sont les rois de la survie, du système D. Ce pays blotti entre la côte Pacifique et la plaine de l'Amazone, entre le désert et l'Altiplano, a appris à surmonter toutes sortes de catastrophes, naturelles ou provoquées par l'homme. Les sécheresses succèdent aux inondations, les pluies de cendres aux séismes. Les démocraties sont balayées par des dictatures et une crise économique vient inévitablement mettre fin à chaque brève période de prospérité. De Richard Bauer*.

Rosa a maintenant l'électricité et le téléphone à la maison. Elle affirme devoir ce confort à l'*ingeniero*, surnom de l'ex-président Alberto Fujimori. Mais cette jeune femme qui élève seule ses trois enfants ne sait pas comment régler les factures. Elle en fait le reproche à l'actuel président Alejandro Toledo, démocratiquement élu : « À part ses belles paroles, *el cholo* n'a pas de solutions. » L'eau est livrée à prix d'or par un camion-citerne brinquebalant. Quand Rosa n'a pas d'argent, le vieux tonneau devant sa maison reste vide pendant quelques jours. Trois fois par semaine, elle prépare à manger dans une cuisine communautaire avec d'autres femmes du voisinage : cela revient moins cher et le club des mères offre de la nourriture.

Rosa vit à Lurigancho, un faubourg miséreux de Lima. Sa for-

mation se résume à cinq années de scolarité. Son espagnol chantant trahit l'influence de sa langue maternelle indienne, le quechua. Elle avait douze ans lorsque ses parents ont quitté les montagnes d'Ayacucho pour venir s'installer dans la capitale, sur la côte. La violence sévissait alors dans le pays et tous fuyaient les *terrucos*, les terroristes, raconte cette petite femme aux cheveux de jais et à la peau mate. À la fin des années 80, la tentative du mouvement maoïste clandestin Sentier lumineux d'imposer par la force une société socialiste utopique s'est soldée par un exode massif vers les villes.

Bien que le président Fujimori ait réussi à éradiquer presque complètement la guérilla dès les premières années de son règne, seule une petite partie des personnes déplacées sont retournées

dans leurs villages. Rosa ne connaît la campagne que par ouï-dire et, même si la vie à Lima est précaire, c'est ici qu'elle se sent chez elle. Des emplois occasionnels lui permettent de garder la tête hors de l'eau. Elle a sa propre petite maison et un réseau social intact dans le quartier.

Invasions à l'aube

Là où ne se dressait, il y a vingt ans, que la plus grande et la plus redoutée prison du Pérou, des familles indigènes et métisses descendues des montagnes ont peu à peu pris possession illégalement de terres incultes. Comme dans des milliers d'autres endroits du Pérou, les nouveaux quartiers naissent généralement à l'aube. Lorsque le jour se lève, on ne peut que constater le fait accompli. Chaque famille s'est construit un abri provisoire avec des nattes de paille et des murs en carton. Les parcelles sont soigneusement délimitées d'un trait à la craie blanche. On hisse le drapeau péruvien, pour prouver que les habitants sont de bons patriotes. Et il ne reste plus qu'à baptiser le quartier. Dans les années 90, les noms à consonance japonaise étaient très en vogue. Les lotissements

s'appelaient «Sa Majesté Hirohito», «Soleil Levant» ou encore «Keiko Sofia» et «Susana Higuchi», noms que portent la femme et la fille d'Alberto Fujimori. Les habitants espéraient ainsi s'attirer les bonnes grâces des dirigeants et sortir plus rapidement de la misère en obtenant des écoles, des conduites d'eau ou des subventions pour la construction de leurs maisons.

La seule ville de Lima regroupe 7 millions d'habitants sur les 27,5 que compte le pays. Même les spécialistes ne savent pas comment tous ces gens survivent. Selon des statistiques, plus d'un quart des enfants et des adolescents de la capitale travaillent pour améliorer le revenu familial. D'habitude, les agences publicitaires répartissent la population selon son pouvoir d'achat en quatre classes A, B, C et D (allant de très aisée à pauvre). Dans le cas du Pérou, comme pour les autres pays d'Amérique latine, il faudrait ajouter la classe E, celle des personnes totalement démunies. À Lima, elles représentent 12 pour cent de la population.

Le chômage complet est relativement rare dans les villes, mais le sous-emploi et les travaux occasionnels sont très répandus, puisqu'ils touchent actuel-

Sur les hauts plateaux





El comercio

L'objet de tous les jours

El cajón

Au Pérou, pas de véritable fête sans *cajón*. Cette simple caisse carrée en bois sert d'instrument de percussion. Le musicien s'assied à califourchon sur la caisse, la coince entre ses jambes et commence à jouer : du bout des doigts ou de la paume de ses mains, il la tape, l'effleure ou la chatouille de mille et une manières. Le *cajón* a été inventé par les esclaves noirs que les Espagnols avaient amenés au Pérou. Les colons leur ayant interdit de jouer du tambour, les esclaves devaient se contenter de battre le rythme sur des tiroirs ou sur des caisses en bois utilisées pour le transport de marchandises par bateau. Le *cajón* tel qu'on le connaît aujourd'hui est apparu au 19^e siècle. Idéalement, il mesure 50x30x25 cm et une ouverture circulaire a été aménagée sur sa face arrière. Certains joueurs tendent deux cordes à l'intérieur pour obtenir un son plus riche. Depuis 2001, le *cajón* appartient au patrimoine culturel péruvien.

lement plus de 40 pour cent de la population active. Trois quarts des jeunes de vingt ans ont récemment déclaré dans un sondage qu'ils seraient prêts à émigrer immédiatement, de préférence aux États-Unis.

Le Pérou, c'est le paradis de l'économie parallèle, du marché noir et de la contrefaçon; bref, un parfait exemple de toutes les formes d'économie informelle que l'on rencontre couramment dans le tiers monde et les pays de l'Est en transition. Sur les marchés, on trouve par exemple plus de CD piratés que d'originaux; 60 pour cent des logiciels sont d'origine illégale et un cinquième des biens de consommation importés sont des produits de contrebande. L'État et ses institutions sont faibles. Les rouler est devenu un sport national.

Premier Indien à la présidence

Après les dix années du règne autocratique de Fujimori et une brève période de transition, le Pérou est dirigé depuis juillet 2001 par un gouvernement démocratique. Élu en juin 2001, Alejandro Toledo est en outre le premier président d'origine indigène. Sa tâche est ardue: il doit non seulement relancer l'économie, mais également consolider la démocratie et faire respecter les institutions.

Lorsqu'il décrit la situation de son pays, l'écrivain péruvien Alonso Cueto parle d'une véritable « culture de la survie ». Les Péruviens étant prisonniers de circonstances économiques désastreuses, il ne leur reste plus qu'à faire preuve d'une grande inventivité pratique. Dans les ateliers automobiles, on s'affaire à adapter d'anciennes pièces détachées sur de nouveaux modèles; les pères de famille fabriquent eux-mêmes leurs meubles; les vendeurs de légumes ambulants et les ramasseurs de vieux

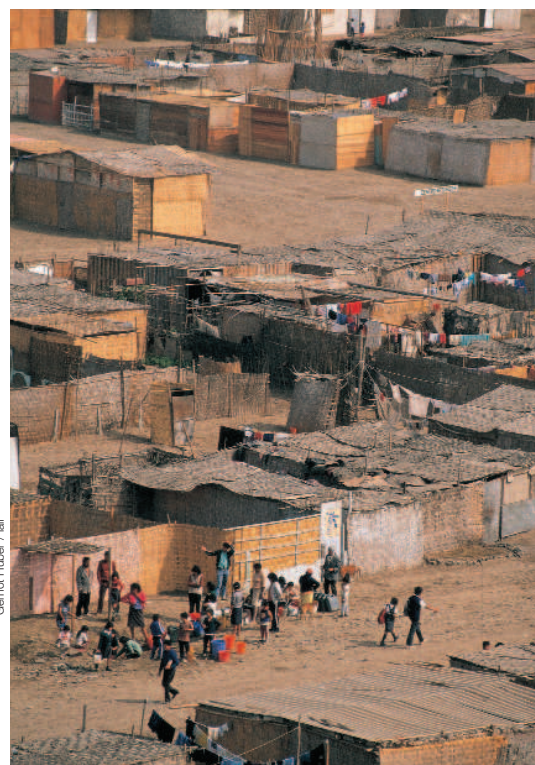
verre bricolent sur leurs chariots des enceintes acoustiques fonctionnant à l'aide de batteries de voitures.

Alonso Cueto souligne aussi les mauvais côtés de cette culture. Étant donné qu'il s'agit d'une véritable lutte pour la survie, on se permet d'oublier toutes les règles: les conducteurs de minibus commettent infraction sur infraction, dans leur quête désespérée du client solitaire qui attend au bord du trottoir; les documents et les tampons sont falsifiés, les fonctionnaires se laissent corrompre. « La culture de la survie se mue en une culture de la corruption, elle donne naissance à un système dans lequel nous sommes tous prêts à enfreindre les règles et à trouver cela normal », constate l'écrivain.

Selon lui, rien d'autre ne peut expliquer le fonctionnement du système scandaleux de corruption dans lequel était impliqué l'ancien chef des services secrets Vladimiro Montesinos, l'*alter ego* du président Fujimori. Si nul n'a remis en question ces méthodes frauduleuses, c'est justement parce qu'elles étaient largement répandues dans la société péruvienne. Alonso Cueto espère que l'infamie de l'affaire Montesinos aidera le Pérou à faire de sa culture de la survie une culture de la vie. ■

* Richard Bauer est correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* en Amérique latine

(De l'allemand)



Gerard Huber / laif



Kurt Wyss / DDC

Le Pérou et la Suisse

Venir en aide à la population marginalisée

(bf) La coopération suisse au développement a été présente au Pérou depuis le début des années 60 sans interruption. À l'origine, elle se concentrait surtout sur des projets d'élevage et d'agriculture. Par la suite, elle a progressivement mis l'accent sur des thèmes touchant à la formation, aux institutions et au marché: formation professionnelle, bonne gestion des affaires publiques, commercialisation des produits andins, mais aussi fourniture de prestations sociales et productives aux populations les plus pauvres, afin de favoriser le développement local. Le programme de coopération suisse avec le Pérou comprend les activités de la DDC et celles du Secrétariat d'État à l'économie (seco). Dans ce cadre, le bureau de coordination de Lima gère un budget annuel de quelque 14 millions de francs. Voici les grandes priorités de ce programme:

Bonne gestion des affaires publiques: On admet de plus en plus que l'extrême centralisation du pays est l'un des principaux obstacles à son développement. Différents projets visent donc à renforcer les structures décentralisées et les principes fondamentaux d'un État de droit.

Emploi et revenu: La DDC comme le seco développent des activités dans ce secteur. À toutes les étapes de la chaîne de production (fabrication/transformation/commercialisation/exportation), des mesures de politique commerciale et économique favorisent la mise en place d'un développement économique durable et intégré. Par la même occasion, ces mesures contribuent à garantir les emplois existants et à en créer de nouveaux.

Prestations pour le développement local: Dans les régions reculées des Andes, l'impossibilité d'accéder aux prestations de base freine lourdement le développement. Sur le plan social, il s'agit de renforcer les capacités locales afin d'assurer à long terme l'approvisionnement en eau potable. Par ailleurs, on encourage de nouvelles formes de coopération entre acteurs publics et privés ainsi qu'entre État central et communes, dans la perspective d'un système intégré qui permettra d'exploiter les ressources naturelles de manière durable.

Faits et chiffres

Nom

République du Pérou

Capitale

Lima
(7 millions d'habitants)

Population

27,5 millions d'habitants, dont 73% dans les villes

Groupes ethniques

Amérindiens: 45%
Métis (Amérindiens et Blancs): 37%
Blancs: 15%
Noirs, Japonais, Chinois et autres: 3%

Langues

Espagnol (langue officielle)
Quechua (langue officielle)
Aymara

Superficie

1 285 220 km²

Monnaie

Nuevo sol

Moyens de communication

Raccordements de téléphone fixes: 1,6 million
Téléphones mobiles: 1,6 million
Ménages possédant la télévision: 91%
Ménages possédant un ordinateur: 7%
Accès à Internet: 0,7 pour 1000 habitants

Indicateurs du développement

La moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (4,5 millions de personnes vivent dans la pauvreté absolue).
Indice du développement humain (ONU): 73^e place sur 162 pays

Emploi

Taux de chômage: 7,4%
Sous-emploi: 42,9%

Principales exportations

Or, cuivre, farine de poisson, textiles, produits agricoles

Repères historiques

Au fil des millénaires, plusieurs civilisations hautement évoluées ont vécu sur la côte et dans les Andes. Entre l'an 100 et 800 de notre ère, la culture de Moche s'épanouit dans les oasis des vallées situées au nord du Pérou, tandis que les seigneurs de Nazca construisent d'ingénieux systèmes d'irrigation pour fertiliser le désert au sud. Entre 500 et 1100, deux grands empires apparaissent: l'un a son centre à Huari, près d'Ayacucho, l'autre à Tiahuanaco, sur l'Altiplano bolivien. Partant de leur petit royaume montagnard basé à Cuzco, les Incas conquièrent d'autres territoires dès 1438 et constituent un puissant empire, Tahuantinsuyu. À son apogée, celui-ci s'étend sur plus de 5000 kilomètres, du sud de la Colombie jusqu'à Santiago du Chili.

1532	Arrivée des <i>conquistadores</i> espagnols conduits par Francisco Pizarro. Ils construisent leurs résidences sur les ruines des palais incas et des églises chrétiennes à la place des temples.
1542	Création de la vice-royauté espagnole du Pérou, avec Lima pour capitale.
1780-1781	Insurrection indigène de Túpac Amaru contre la domination coloniale.
1821	Déclaration d'indépendance. En 1824, le dernier vice-roi capitule après une bataille décisive près d'Ayacucho. Le Pérou devient une république.
1879-1884	Guerre du Pacifique contre le Chili. L'armée chilienne parvient jusqu'à Lima.
1968-1975	Gouvernement militaire révolutionnaire dirigé par le général Juan Velasco Alvarado.

Importantes réformes économiques et sociales, dont une réforme agraire.

1979	Constitution démocratique.
1980	La guérilla maoïste du Sentier lumineux déclenche un soulèvement armé.
1985	Le jeune politicien de gauche Alán García Pérez devient président. Son mandat est marqué par la crise économique, l'hyperinflation et la recrudescence de la guérilla.
1990	Alberto Fujimori, fils d'un immigré japonais, est élu président à la surprise générale. Il organise lui-même un putsch en 1992 et suspend le Parlement ainsi que les tribunaux.
1992	Le chef du Sentier lumineux, Abimael Guzmán, alias «Presidente Gonzalo», est capturé à Lima. Déclin de la guérilla.
1996	Prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon par les rebelles du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA).
2000	Réélection de Fujimori au terme d'un scrutin truqué. Son conseiller Vladimiro Montesinos, chef des services secrets, est compromis dans un scandale de corruption. Le président s'enfuit au Japon avant d'être destitué. Un gouvernement de transition est dirigé par Valentín Paniagua.
2001	L'économiste d'origine indigène Alejandro Toledo remporte le deuxième tour des élections présidentielles, devant Alán García.



Vivre au Pérou

Le Pérou est peut-être l'un des pays les plus déshérités d'Amérique et du monde. Ce texte nous montre une réalité typiquement péruvienne, qui pourrait aussi être une réalité mondiale.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Il y a de beaux endroits à visiter en bonne compagnie,

Des lieux magnifiques qui réjouissent mon âme.

Les mets, si savoureux, sont curieux et appétissants,

Les coutumes et traditions sont ancestrales.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Malgré les fautes et les souffrances de ce pays,

Et toute la corruption qui parfois nous accable.

Malgré le mauvais gouvernement, élu par erreur,

Qui s'offre une belle vie et nous abandonne à notre sort.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Même s'il y a du chômage, des mendiants et des gens sans scrupule,

Nous savons survivre dans ce monde inhumain.

Même s'il y a de l'injustice, du terrorisme et des exclus,

Nous vivons dans l'espoir de voir le Péruvien triompher.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Parce qu'il y a de bonnes choses et que nous savons les imaginer,

Parce qu'il y a des gens merveilleux et souvent généreux.

Parce que malgré le malheur et la rigueur,

Le peuple est optimiste et ne croit pas à l'échec.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Parce que le changement n'est pas loin, une voie nouvelle s'ouvre,

Nous devons améliorer l'instruction pour notre avenir.

Pour que le monde voie ce que nous sommes et resterons,

Un grand pays, malgré sa pauvreté.

Ce n'est pas très difficile de vivre au Pérou.

Je suis très fière d'être une citoyenne péruvienne,

Je lutterai pour la grandeur de ce pays américain.

Nous y parviendrons tous ensemble, sans armes, juste avec nos mains.

Mais je dois dire que la victoire ne sera pas seulement péruvienne,

Ce sera celle du monde, de Dieu et de l'être humain.

(De l'espagnol)



Luz Villanueva Tena

vit à San Juan de Lurigancho, le quartier le plus peuplé de Lima, la capitale péruvienne. Cette jeune fille de 17 ans est la deuxième d'une famille de trois enfants. Elle apprend le métier de couturière au Centre éducatif Promae Rimac, qui est soutenu par la DDC dans le cadre d'un projet sur la formation professionnelle. Grâce à ce métier, Luz Villanueva Tena entend financer plus tard son rêve de devenir jardinière d'enfants.



González / laif



Économie et État

Briser la glace pour le bien de tous

Le partenariat public-privé n'est pas un gadget à la mode. Il est indispensable pour les projets de développement qui requièrent des solutions élaborées en commun. Cette approche invite les entreprises privées et les pouvoirs publics à réunir leurs connaissances, leur savoir-faire et leurs moyens, qui sont complémentaires. Le partenariat se justifie s'il permet d'obtenir ensemble de meilleurs résultats que si l'on travaillait séparément. Il va de soi qu'une entreprise a l'obligation de faire des bénéfices pour survivre; de manière tout aussi évidente, la coopération au développement doit produire des effets, faute de quoi elle faillit à sa mission et perd toute crédibilité.

Il est parfaitement logique d'associer des forces diverses en vue d'un objectif commun. On demande à des entreprises d'assumer certains mandats pour des programmes de développement, contre une rémunération correcte incluant le risque de l'entrepreneur. Ces entreprises peuvent affecter une partie de leur bénéfice à la réalisation de projets sociaux qui ne débouchent sur aucun gain matériel. Elles ont aussi la possibilité de partager leurs connaissances et leur savoir-faire avec des acteurs étatiques, en vue d'une cause commune. Mais une condition est toujours posée: il faut que l'objectif visé représente une contribution au développement et non une fin en soi.

Les intérêts privés sont donc subordonnés à l'objectif commun de développement. Depuis quelques années, on constate que de plus en plus d'entreprises sont ouvertes à l'idée de tels partenariats. C'est une bonne chose, qui témoigne d'un esprit de responsabilité. Mais cela peut être aussi le reflet

d'une compréhension croissante pour les efforts de développement et pour la raison d'être d'un tel travail.

L'avantage est encore plus grand lorsque l'ouverture aux préoccupations du développement fait partie de la culture d'entreprise, lorsque le personnel considère ce genre d'engagement comme un facteur d'identification plus étroite avec l'entreprise. De leur côté, les acteurs traditionnels de la coopération au développement peuvent beaucoup apprendre des entreprises privées. Et quand ces partenariats donnent de bons résultats, tout le monde y trouve son compte: cela donne alors une situation de *triple win*, que nous recherchons pour assurer le succès de notre travail. Nos pays partenaires et nous-mêmes avons besoin de ce succès pour résoudre durablement les grands problèmes que nous affrontons ensemble. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Le réveil du Nyiragongo, un malheur de plus

Pour les uns, l'éruption d'un volcan est un magnifique spectacle naturel; pour les autres, elle est synonyme de mort et de destruction. Dans les pays les plus pauvres du monde, où la prévention n'est pas une priorité, ce phénomène peut avoir des conséquences fatales sur des populations affaiblies par la faim et la maladie.



Goma, janvier 2002

Chaîne de huit volcans

La chaîne des Virunga s'étend entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, au nord du lac Kivu, sur le flanc occidental du grand Rift est-africain. Elle comprend huit volcans aux proportions majestueuses. Deux d'entre eux – le Nyiragongo et le Nyiamulagira – sont encore en activité. Le Nyiragongo avait déjà craché de la lave en 1977, faisant alors quelque 500 victimes.

(mr) À vrai dire, la ville congolaise de Goma se situe dans un cadre paradisiaque: d'un côté, les eaux bleues et tranquilles du lac Kivu, un des plus beaux lacs d'Afrique; de l'autre, la masse sombre des Virunga, une chaîne volcanique culminant à 4500 mètres, aux confins du Rwanda et du Congo. Mais c'est précisément cette situation qui a été fatale pour Goma le 17 janvier dernier: l'éruption du volcan Nyiragongo a fait au moins cent victimes et provoqué la fuite de centaines de milliers de personnes.

Quelque 200 millions de mètres cubes de lave ont dévalé la pente. La masse en fusion, qui atteignait deux mètres d'épaisseur, a tout anéanti sur une largeur de 50 mètres jusqu'à Goma, située à 15 kilomètres du Nyiragongo. Le centre-ville a été détruit

aux trois quarts. La moitié des 500 000 habitants ont dû franchir la frontière toute proche pour se réfugier provisoirement au Rwanda. Par ailleurs, 180 000 personnes ont fui vers la région de Sake, à l'ouest de Goma, une zone très peu sûre qui est depuis des années le théâtre de conflits armés.

Chronique de l'horreur

«La situation sur place était absolument chaotique. Quelques jours après l'éruption, alors que la terre tremblait encore, une grande partie des réfugiés sont revenus dans la ville dévastée, car ils craignaient des pillages. Il a fallu les approvisionner en nourriture et en soins médicaux», raconte Alain Pasche, un géologue suisse qui appartient au groupe prévention/préparation du Corps suisse d'aide

humanitaire (CSA). Après l'éruption du Nyiragongo, la DDC a mis cet expert à la disposition de l'équipe des Nations Unies chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC).

À Goma, Alain Pasche a procédé à une évaluation des risques. Il a également coordonné les informations entre les vulcanologues et les nombreuses organisations d'aide humanitaire présentes sur place. « Cette situation était vraiment très complexe, car l'éruption du Nyiragongo n'était qu'un malheur de plus pour les habitants de la région », poursuit-il. L'histoire récente de Goma se lit effectivement comme une chronique de l'horreur, où les catastrophes naturelles alternent avec les opérations de guerre. Selon des sources non confirmées, le conflit qui a ravagé l'est de la République démocratique du Congo a causé directement ou indirectement la mort de 2,5 millions de personnes depuis le début des combats en 1998. En outre, 2,3 millions de Congolais ont été déplacés à l'intérieur du pays et 370 000 ont fui à l'étranger. Une grande partie des personnes déplacées ont trouvé refuge dans la région de Goma.



Déficit de prévention

Après coup, on se pose toutefois cette question: n'était-il pas possible de prévoir l'éruption du Nyiragongo et de prévenir ainsi beaucoup de souffrances et de destructions inutiles? Car enfin, les vulcanologues sont aujourd'hui capables de pronostiquer les éruptions à l'aide de sismographes. Ils peuvent simuler des écoulements de lave sur ordinateur, ce qui permet de dresser des plans d'évacuation précis. Cela ne pouvait-il pas se faire à Goma? « Théoriquement oui », estime le professeur Jean-Jacques Wagner, vulcanologue à l'Université de Genève et responsable du groupe prévention/préparation du CSA. « Mais des gens qui n'ont rien à perdre ne s'intéressent pas tellement à la prévention. » Dans les pays pauvres en

particulier, on fait encore peu de chose actuellement pour se prémunir contre les éruptions volcaniques. Les mesures à prendre n'ayant rien de spectaculaire, ces pays ont de la peine à réunir l'argent nécessaire. Pourtant, il n'y aurait pas besoin de coûteux observatoires. Des moyens simples suffisent déjà pour réaliser un certain travail de prévention.

Il y avait bien quelques stations de mesure autour du Nyiragongo avant qu'il ne se réveille, mais une partie des instruments avaient été volés et le reste n'était plus entretenu. Le personnel ne recevait plus de salaire depuis plusieurs mois. « Pour qu'un



travail de prévention soit durablement efficace, il faut en confier la direction à des vulcanologues locaux connaissant l'histoire du volcan et capables d'en interpréter les signes. Et il faut bien entendu les rémunérer », souligne M. Wagner.

Alarme par drapeau

On ne sait pas quand aura lieu la prochaine éruption du Nyiragongo, mais les secousses telluriques persistantes dans la région ne présagent rien de bon. Cela rend d'autant plus nécessaire le travail de prévention ainsi que la coordination entre les vulcanologues présents, les organisations d'aide et les habitants. Comme ceux-ci doivent être informés de manière simple et compréhensible, on envisage un système d'avertissement à l'aide de drapeaux plantés sur le mont Goma. Selon que le drapeau est vert, jaune, orange ou rouge, la population saurait si elle peut se sentir en sécurité ou si le moment est venu de quitter la ville. Il est important d'éviter les rumeurs susceptibles de provoquer des réactions de panique, notent les experts. ■

(De l'allemand)

Action de la DDC à Goma

Face à la situation qui régnait à Goma, la DDC a pris les mesures suivantes:

- Un géologue a été mis à la disposition de l'organisation onusienne UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination).
- La section Afrique a ouvert une ligne de crédit pour des mesures d'urgence.
- Le coordinateur de la DDC au Rwanda s'est rendu à Goma et a fait dès le 19 janvier des propositions concrètes pour le financement de mesures d'urgence.
- Un logisticien a été envoyé à Goma.

La DDC a versé jusqu'à présent 1,2 million de francs sous forme de contributions à des programmes d'aide d'urgence à Goma. En outre, elle participe à des programmes de reconstruction et de prévention.

Vingt femmes pour faire une banque

Des institutions financières informelles permettent aux femmes les plus pauvres du Bangladesh d'obtenir de l'argent à des conditions avantageuses. Soutenu par la DDC, le projet de l'organisation locale Ashrai est vivement apprécié par environ 44 000 familles.

Les tribals, démunis et sans terre

La pauvreté, encore omniprésente au Bangladesh, affecte plus de la moitié de la population. Et parmi les miséreux, les membres de minorités ethniques, ceux que l'on nomme les *tribals*, sont particulièrement défavorisés. Ils sont privés de certains droits élémentaires dans cette société composée en grande majorité de Bengalis. Ils ne possèdent pas de terres et leur taux d'alphabétisation est largement inférieur à la moyenne du pays. Cela les condamne généralement à travailler comme ouvriers agricoles pour des revenus très bas et saisonniers.

Pourquoi soutenir le secteur financier et le microcrédit ?

- Le développement et la croissance économique requièrent un système financier stable, condition indispensable à l'épanouissement de toute une société.
- Les systèmes de microfinancement ont démontré leur efficacité en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté. Leur potentiel est énorme (jusqu'à 1,8 milliard de clients!).
- La bonne santé du régime d'épargne et de crédit renforce l'autonomie et la confiance en soi à tous les niveaux – femmes, familles, institutions financières locales, régions, pays.
- En pratiquant une approche ciblée, la DDC permet également aux petites et moyennes entreprises d'avoir accès à des prestations financières.
- S'il est géré de manière professionnelle et doté d'objectifs clairs, un système d'épargne et de crédit ne fait pas de cadeaux, mais constitue une aide à l'autopromotion.



(mr) Lorsque les femmes du district de Rajshahi (nord-ouest du Bangladesh) tiennent une séance, c'est en général pour parler d'argent. Elles économisent ensemble et, l'une après l'autre, elles ont la possibilité de faire un emprunt. Le principe de cette « institution financière » informelle est simple. Les « banquières » n'ont pas besoin d'avoir des connaissances particulières ni de savoir écrire, car la tenue des comptes se limite au strict nécessaire. C'est en partie ce qui fait le succès des Rotating Savings and Credit Associations (ROSCA) dans nombre de pays en développement. Pour les classes sociales défavorisées, elles sont souvent le seul moyen d'accéder à des microcrédits sans tomber sous la coupe d'usuriers.

Un instrument de lutte contre la pauvreté

Dans le nord-ouest du Bangladesh, 44 000 familles font déjà usage de ces institutions de crédit informelles. C'est une organisation non gouvernementale, Ashrai, qui s'occupe des ROSCA de la région. Elle travaille en particulier avec des membres de minorités ethniques, que l'on appelle les *tribals* et qui font partie des catégories les plus démunies de la population. La situation des *tribals* s'est dégradée

depuis l'indépendance accordée par la Grande-Bretagne en 1947. Beaucoup d'entre eux ont été contraints d'émigrer en Inde.

Les familles qui participent au projet forment des organisations d'entraide. Il suffit d'un groupe de 20 femmes pour constituer une « banque » informelle. Ces femmes fixent elles-mêmes les modalités. Par exemple, elles décident de prélever ou non des intérêts. Elles fixent le montant des mises de fonds et des retraits.

« Le microfinancement est un précieux instrument de lutte contre la pauvreté. Au Bangladesh, ces institutions de financement informelles contribuent en outre à renforcer la position des femmes », observe Véronique Hulmann, de la section Politique de développement de la DDC. Les crédits accordés servent généralement à passer le cap de situations difficiles, comme réparer le toit de la maison, envoyer un enfant à l'école ou assumer les frais d'un mariage. ■

(De l'allemand)

Petites fonderies écologiques

(bf) Les autorités indiennes ont primé un projet écologique soutenu par la DDC à Howrah, au Bengale occidental. Manabendra Mukherjee, ministre de l'environnement et des technologies de l'information de cet État, et A.V. Lodha, président de la Chambre de commerce indienne, ont décerné le Prix d'excellence de l'environnement 2000-2001 à l'usine Bharat Engineering. Ce site de démonstration pour les petites fonderies fonctionne très efficacement depuis 1998. Il est financé par la DDC et exploité par Tata Energy Research Institute (TERI), une organisation non gouvernementale qui exerce ainsi une influence positive sur l'industrie indienne des petites fonderies en leur proposant des innovations techniques importantes sur le plan de

l'efficacité énergétique et du respect de l'environnement. En Inde, les petites fonderies occupent environ un million de personnes. Elles fabriquent essentiellement des produits semi-finis destinés aux moteurs électriques, à l'industrie automobile, aux systèmes d'irrigation ou aux locomotives. Autrefois, les émissions polluantes des fours de fusion étaient régulièrement une source de conflits avec la loi.

Sondage parmi les cheffes

(bf) Est-il plus difficile de trouver des femmes que des hommes qui aient la volonté d'occuper des postes à responsabilité? À quelles conditions une femme est-elle disposée à devenir cheffe? Pour répondre à ces questions, le réseau des femmes de la DDC, dirigé par Elisabeth von Capeller, a effectué l'an passé un sondage auprès de 75 collaboratrices assu-

mant des fonctions de cadre moyen et supérieur à la DDC. Il en est ressorti des constatations à la fois surprenantes et importantes: les cheffes interrogées – qu'elles aient des enfants ou non – contribuent au revenu du ménage à hauteur de presque 70 pour cent en moyenne. « Cela prouve que leur activité professionnelle ne sert pas à arrondir les fins de mois, mais qu'elle constitue la base du revenu », relève Mme von Capeller, préposée à la promotion des femmes. L'enquête a montré très clairement que les femmes veulent assumer des postes de direction pour autant que cela soit compatible avec famille et vie privée (notamment par un assouplissement des horaires de travail). Autre observation très intéressante: contrairement à celles des hommes, les carrières féminines ne sont pas linéaires et

se caractérisent par une évolution plus diverse. Les femmes interrogées ont critiqué la persistance d'une « culture très masculine » à la DDC. Une critique qui s'exprime également dans leurs attentes: elles souhaitent un appui concret de leurs supérieurs hiérarchiques, des modèles de responsabilité partagée et de meilleures solutions pour les conjoints lors de missions sur le terrain. Plusieurs divisions de la DDC examineront ces prochains mois les résultats de ce sondage et en particulier les facteurs qui constituent une entrave à la carrière.

Au fait, qu'est-ce que l'aide publique au développement?

(bf) On utilise internationalement les abréviations APD (aide publique au développement) ou ODA (*official development assistance*). Elles correspondent au montant dépensé par un État pour ses activités de coopération au développement. En 2001, la Suisse a consacré 1531 millions de francs à son aide publique au développement. Cette somme englobe le total des fonds affectés par la Confédération, les cantons et les communes aux pays en développement qui figurent en tant que tels sur la liste établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La plus grande partie de l'APD suisse est fournie par la Direction du développement et de la coopération (DDC) – pour la coopération au développement, l'aide humanitaire ainsi que la coopération avec les pays d'Europe de l'Est et la CEI – et par le Secrétariat d'État à l'économie (seco) – pour les mesures de politique économique et commerciale. Sur le plan international, l'APD se calcule en pour cent du produit national brut (PNB) du pays considéré. Pour 2001, l'APD de la Suisse se chiffre à 0,34% de son PNB, soit très légèrement au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (0,33%). Le Conseil fédéral entend porter ce taux à 0,4% d'ici l'année 2010. De leur côté, les quinze États membres de l'Union européenne, réunis en mars dernier à Barcelone, sont tombés d'accord pour qu'à partir de 2006, chacun d'entre eux consacre au moins 0,39% de son PNB aux pays les plus pauvres de la planète.

Au cours des années 90, les principales nations industrialisées réunies au sein de l'OCDE ont diminué leur aide aux pays en développement. En 1988, leurs versements nets d'APD représentaient 0,33% du PNB. En 2001, ce taux est tombé à 0,22%. L'aide au développement a totalisé cette année-là 51,3 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 4,5% en valeur nominale et de 4% en valeur réelle par rapport à l'année précédente.



Peter Slagter

Bananes et café équitables ont conquis les caddies

Le commerce équitable rencontre plus de succès en Suisse que dans n'importe quel autre pays d'Europe. C'est le résultat de 25 années d'efforts consentis par des milliers de bénévoles. Aujourd'hui, les produits «équitables» trouvent tout naturellement leur place sur les rayons des magasins spécialisés et des supermarchés. De Stefan Hartmann*.

Gertrud Meyer ne cache pas sa fierté. Au siège de claro fair trade, à Orpond (BE), la directrice présente au visiteur les nouveaux produits de son assortiment alimentaire: des branches de chocolat bio fabriqué avec du cacao produit par une coopérative bolivienne, un nectar de mangue en provenance d'une communauté de production au Burkina Faso et plusieurs sortes de riz cultivé par

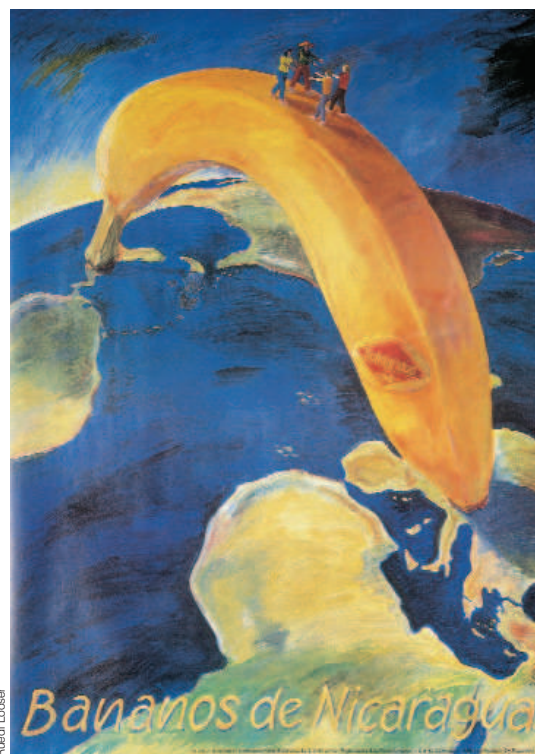
société, il y a trois ans. En 1999, une débâcle financière l'avait amenée au bord de la faillite. Des erreurs de gestion avaient été commises après la transformation en 1997 de la coopérative OS3 en une société anonyme, claro fair trade SA.

Avec l'aide de la DDC, claro avait recouru aux conseils de spécialistes et élaboré un plan d'exploitation. L'effectif du personnel a été réduit à un tiers, de sorte qu'aujourd'hui 30 employés se partagent 24 postes à plein temps. «La restructuration a été brutale», se souvient Mme Meyer. La plupart des collaborateurs actuels sont nouveaux et très motivés. Annemarie Holenstein et Maya Doetzki, deux femmes qui connaissent bien le Sud, sont entrées au conseil d'administration. Les 1200 actionnaires – particuliers, œuvres d'entraide, paroisses, entreprises et magasins claro – ont constitué un nouveau capital de 2,82 millions de francs. Claro espère boucler l'exercice 2001/2002 sur un résultat positif, pour la première fois depuis longtemps. Durant l'exercice précédent, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 13 millions de francs, dont les quatre cinquièmes dans le secteur alimentaire et le reste dans l'artisanat.

Au début, il y avait le sac de jute

Née dans les années 70, l'idée d'un commerce équitable a longtemps souffert d'une image poussièreuse. Prenant conscience du déséquilibre qui caractérisait les échanges mondiaux, les tiers-mondistes des Églises et des œuvres d'entraide ont voulu offrir une chance aux petits paysans défavorisés du Sud. Tout a commencé avec le café en poudre Ujamaa de Tanzanie et les sacs de jute du Bangladesh. Les premiers Magasins du monde ont ouvert leurs portes. La coopérative d'importation OS3 a été fondée en 1977 par des œuvres d'entraide et les milieux du développement.

Les produits étaient vendus par d'innombrables bénévoles dans des échoppes le plus souvent mal situées. Et la clientèle se réduisait à une petite



Ruedi Looser

Perte de 60 milliards de dollars

En Europe, le commerce équitable n'existerait tout simplement pas sans l'engagement de quelque 100 000 bénévoles, pour la plupart des femmes. Pourtant, la vente de ses produits vient en aide à quelque 800 000 familles du Sud, ce qui représente 5 millions de personnes environ. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les mesures discriminatoires que les pays industrialisés appliquent aux importations de produits de haute valeur en provenance du Sud engendrent une perte de 60 milliards de dollars pour les pays en développement. Soit presque autant que l'aide publique au développement versée par les pays de l'OCDE.

des groupements de petits paysans en Thaïlande et au Laos. «Parmi les 1200 produits claro, le riz est l'un de ceux qui se vendent le mieux», déclare Gertrud Meyer. Ce succès s'explique en partie par l'attrait de l'emballage, qui a été «relooké» par deux jeunes dessinatrices.

Le changement témoigne du nouveau style qui prévaut chez claro depuis le redémarrage de la



Dolier Deriaz / Max Havelaar-Foundation

troupe de tiers-mondistes convaincus. Pourtant, un énorme travail d'information a été fait. On se souvient par exemple des *Bananenfrauen* de Frauenfeld, emmenées par Ursula Brunner: promenant des chariots remplis de bananes, elles informaient les passants sur les conditions de travail misérables des cueilleurs en Amérique centrale. Leurs actions ont préparé le terrain à l'arrivée des bananes Max Havelaar, qui se taillent désormais plus de 20 pour cent des parts du marché en Suisse (le jus d'orange et le café occupent 5 pour cent du marché et les fleurs 8 pour cent). La fondation Max Havelaar a vu le jour en 1992, avec l'appui très actif des œuvres d'entraide et de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, devenu le seco. Actuellement, neuf groupes de produits Max Havelaar sont vendus dans les filiales de Coop, Migros et Volg, où ils atteignent nettement plus de consommateurs que dans les 450 Magasins du monde, magasins bio ou épiceries de quartier.

De nouveaux acheteurs

Pour les pionniers du commerce équitable, la pilule a été dure à avaler: non seulement Max Havelaar récolte les fruits de leur travail acharné, mais de



Guy Perrenoud (3)



nombreux consommateurs identifient désormais ce label au commerce équitable. Il faut dire que les combattants de la première heure ont parfois desservi leur propre cause. Pendant des années, ils ont été déchirés par une querelle idéologique sur l'opportunité d'une commercialisation plus large.

Le succès des articles équitables ne repose pas seulement sur une clientèle «solidaire». Dans les années 90, l'offre bio de claro a attiré de nouveaux acheteurs. «La popularité croissante de nos produits est aussi due à l'envie des jeunes consommateurs de vivre sainement», estime Gertrud Meyer. En Suisse, chaque habitant dépense environ douze francs par an pour des produits (biologiques) équitables, un montant record en Europe.

Quant aux relations avec Max Havelaar, c'est une question d'émancipation, note Mme Meyer. Elle concède que claro a profité du boom enregistré par son «grand frère». Les deux sociétés coopèrent



Didier Deraz / Max Havelaar-Foundation



Jörg Böhmig / agenda



Guy Penneoud (2)



d'ailleurs dans plusieurs secteurs. Ainsi, Max Havelaar se charge du contrôle local des fournisseurs de claro. «Nos objectifs sont identiques. Nous voulons améliorer les conditions de vie des paysans et des travailleurs dans les régions défavorisées du monde», déclare Caterina Meier-Pfister, chez Max Havelaar. Ces deux entreprises offrent aux producteurs du Sud des prix qui couvrent leurs frais et sont supérieurs à ceux du marché mondial; elles leur assurent des relations commerciales à long terme et un préfinancement partiel des récoltes. Seule différence entre elles: Max Havelaar se concentre sur la certification des produits, laissant d'autres partenaires, comme les grands distributeurs, s'occuper de la commercialisation; de son côté, claro est un spécialiste de la vente et importe directement ses articles de 34 pays.

Un avenir pour claro

En plus d'approvisionner ses 140 points de vente et les 450 Magasins du monde, magasins bio et épiceries, claro peut exploiter les niches laissées par Max Havelaar, c'est-à-dire surtout le commerce spécialisé. Ses produits sont déjà en bonne place dans la boutique virtuelle Le Shop et de nombreux magasins diététiques. Mais claro veut aussi s'introduire dans les boutiques à la mode et le commerce de

détail traditionnel. «Notre chance, c'est d'avoir une palette de 1200 produits, nous voulons le faire savoir», souligne Mme Meyer.

Pour ce qui est du prix, un café «équitable» vendu à la Coop se distingue nettement du café claro: ce dernier coûte environ le double. «Chez nous, le prix comprend l'ensemble des coûts, la production, le transport, etc.», explique Gertrud Meyer. Le grand distributeur gère, lui, des quantités plus importantes et peut subventionner certains produits par la vente d'autres.

«Nous voulons faire comprendre aux consommateurs qu'en achetant des produits équitables, non seulement ils se font plaisir, mais ils viennent aussi en aide aux petits producteurs du Sud», relève Mme Meier-Pfister. Selon elle, la paix dans le monde passe par l'instauration d'un commerce équitable. «Depuis les événements tragiques du 11 septembre 2001, les consommateurs sont plus sensibles aux aspects problématiques du commerce mondial. Ils veulent connaître les conditions dans lesquelles des produits sont fabriqués et vendus.» ■

* Stefan Hartmann est journaliste indépendant au Presse-laden à Zurich

(De l'allemand)

Pourquoi avons-nous besoin de tout ça ?

En Europe, on pose souvent aux écrivains africains des questions qui, franchement, me paraissent déplacées. On veut savoir comment ils reflètent la «vraie tradition» de leur ethnie. Ou bien comment un écrivain émigré ou en exil peut être le porte-parole des valeurs traditionnelles de son peuple.

Ainsi, on exige d'un Africain des choses que personne ne demanderait à ses collègues européens. On n'interroge pas Milan Kundera – qui vit hors de son pays et n'écrit pas dans sa langue maternelle – sur la manière dont il représente les valeurs authentiques du peuple tchèque. Personne ne demande au Prix Nobel José Saramago, qui vit en Espagne, s'il est fidèle aux valeurs de l'Alentejo portugais. On attend d'eux qu'ils s'expriment sur la condition humaine, que leurs thèmes aient une dimension universelle.

Ce qui m'intéresse ici, c'est l'ambiguïté des identités, plus particulièrement des identités africaines. Elle est venue d'Europe, cette obligation de classer ce qui est africain et ce qui ne l'est pas; c'était l'affaire des anthropologues qui tentaient de définir des «traits caractéristiques» plutôt que des processus. Je vois une ressemblance entre ces «décou-

veurs d'identités» et les navigateurs du 16^e siècle. Les uns se hâtaient de baptiser des territoires inconnus qui portaient déjà un nom depuis longtemps. Les autres étaient tout aussi pressés de donner à des peuples une désignation telle que «tribu», «ethnie» ou «clan», alors que les principaux intéressés en ignoraient eux-mêmes les contours précis.

Il s'agit par conséquent de remettre en cause la question évoquée au départ. Ce que les gens veulent savoir, c'est dans quelle mesure un auteur donné est «vraiment» africain. Mais personne ne peut nous dire ce qui est «authentiquement africain». Pourquoi des écrivains devraient-ils présenter ainsi des pièces d'identité? Parce que l'on se représente toujours la production de ces Africains comme quelque chose qui relève de l'anthropologie. Ils produisent non pas de la littérature, mais une transgression de ce qui est considéré comme la «tradition africaine». Je faisais récemment partie d'un jury chargé de choisir un nouvel hymne national. Le concours a mobilisé tous les talents possibles. J'avais entendu parler d'un musicien doué dans un village de pêcheurs; je lui ai demandé de proposer une mélodie. Cet homme ne parlait pas le portugais et sa langue ne contient pas des termes tels que nation, hymne, constitution ou république. Tout à coup, le vieux musicien nous a surpris en demandant:

– Au fait, pourquoi avons-nous besoin de tout ça?
– Tout ça, quoi?
– Tout ça: le drapeau, l'hymne, la nation...

Je dois l'avouer, j'ai eu de la peine à lui donner une réponse convaincante. Ce n'est pas que je veuille

remettre en cause notre entrée dans une certaine forme de modernité. Mais il convient de replacer ces notions dans leur contexte historique. Race, nation, littérature, tout cela est lié à l'histoire occidentale.

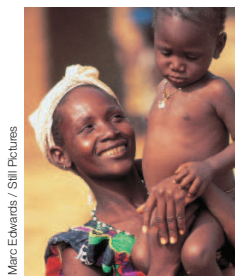
Aujourd'hui, nos écrivains – nationaux – écrivent presque sans exception en portugais. Ils ont les pieds sur le sol de l'une des nombreuses «nations» (origine biologique) et la tête à l'intérieur de l'État. C'est cela même qui nous donne ce sentiment mêlé d'identification et de différence. Nous avons un hymne et un drapeau. Nous avons la fierté de posséder un nom. La lutte pour ce droit politique nous a coûté beaucoup de sang. Nous avons un nom, mais pas d'individualité; nous sommes les Africains.

Comme si tous les individus étaient les mêmes sous ce terme collectif. Comme si l'Afrique n'avait pas droit à son propre pluralisme culturel. Je suis comme le musicien-pêcheur: je ne sais pas pour quelle raison nous devrions penser en fonction de catégories comme la nation ou l'identité nationale. Ce sont des circonstances créées par l'histoire. Bien sûr, le cérémonial du monde exige que les nations se présentent dans ces habits qui fondent l'identité. Mais il serait bon d'aborder ces catégories en donnant une certaine originalité à notre réflexion, et de les adapter à la cadence de nos propres besoins. ■

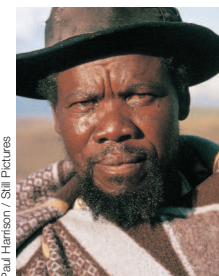
(Du portugais)



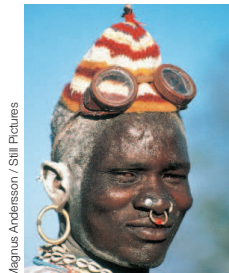
Mia Couto est né en 1955 à Beira, deuxième ville du Mozambique. Fils d'immigrants portugais, il dit de son enfance: «Chez nous à la maison, c'était le Portugal et l'Europe; dans la rue, c'était l'Afrique.» Il s'est passionné pour la lutte de libération. Après l'indépendance acquise en 1975, il est devenu directeur de l'agence de presse nationale, puis rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tempo*. Depuis ses études de biologie, au milieu des années 80, il s'engage en faveur de la protection de l'environnement et d'une agriculture biologique. Mia Couto vit à Maputo et compte parmi les écrivains les plus importants non seulement du Mozambique, mais de toute l'Afrique lusophone.



Marc Edwards / Still Pictures



Paul Harrison / Still Pictures



Magnus Andersson / Still Pictures



John Isaac / Still Pictures

Le shashmaqom ne branche pas les jeunes Tadjiks

Réunir des artistes de toutes les régions et de tous les groupes ethniques, afin de marquer le renouveau de la vie culturelle du pays: tel était le but déclaré d'un festival de trois jours organisé par le bureau de coordination de la DDC au Tadjikistan. Un reportage de Thomas Burkhalter*.

Franc Frei (15)



Douchanbe, Tadjikistan, cinq ans après la guerre civile. «Quand les blindés passaient dans les rues pendant la guerre civile, nous, les musiciens, avons fait grève. Maintenant, nous jouons de nouveau. Nous voyons la lumière; celui qui ne le fait pas et se comporte en ennemi de la paix attirera sur lui la colère de Dieu», déclare le chanteur vedette tadjik Djurabek Mourodov entre deux prestations durant le festival culturel Arzhang (renaissance). Le public lui offre des fleurs. Peu avant l'ouverture de la manifestation, Muattara Bashirova et Daniel Züst, du bureau de coordination de la DDC à Douchanbe, se posaient encore nombre de questions. Les spots diffusés à la télévision tadjike auront-ils de l'effet? Qui viendra? Le public sera-t-il nombreux? Beaucoup d'incertitudes planaient sur le festival: «Nous voulions fixer un modeste

prix d'entrée, afin de souligner que la culture a une valeur. Mais pour le gérant de la maison de concert, on ne pouvait pénétrer que sur invitation dans ce 'temple' de l'ancien parti communiste. Alors, nous avons distribué une multitude d'invitations. Et nous espérons maintenant qu'il n'y aura pas seulement des notables au festival.»

Entre guimauve et techno

À l'intérieur et autour de la salle de concert, des impressions diverses se télescopent: «Ceci est une scène, pas un marché aux bestiaux!», rugit le régisseur tadjik au micro à l'intention d'un groupe de musique folklorique. «Saluez, ne filez pas comme ça!». Dans un stade situé à cinq minutes de là en voiture, c'est le festival de la jeunesse où les *pop stars* de Douchanbe s'agitent au son d'un *play-back* surpuissant. Le service d'ordre tient en échec la

foule des adolescents pris de frénésie; ceux qui dansent sont ramenés à leur place, au besoin par les oreilles. Pendant ce temps, l'élite culturelle et politique applaudit poliment la cérémonie d'ouverture. Les gens bien vêtus sont admis dans la salle de concert; un jeune aux habits déchirés doit rester dehors. Faut-il que le «peuple» se voie privé de sa propre diversité culturelle? Durant trois jours, on entend d'excellents chanteurs et musiciens de tout le pays: musique *shashmaqom*, folklore et piano aux accents sévères d'inspiration russe. Les deux premiers genres s'avèrent d'une qualité et d'une diversité enthousiasmantes, mais la salle de style pompeux reste à moitié vide. Rien à voir avec l'après-midi consacré à la musique pop, où un public juvénile se dispute jusqu'à la dernière place. De jeunes femmes portant perruques, maquillage et cos-

tumes osés font alterner sur scène ballades à la guimauve et numéros techno. Cela fait penser au Concours Eurovision de la Chanson. Le fossé qualitatif avec les traditions locales ne pourrait être plus évident.

Que se passe-t-il avec la jeunesse du Tadjikistan? La question est ignorée par une table ronde de musiciens, musicologues et promoteurs de la culture, qui se réunissent, probablement pour la première fois, à l'initiative de la DDC. Ces experts se demandent comment sauver le *maqom*, ils réclament de nouveaux manuels scolaires, un conservatoire et un soutien plus marqué de l'État à la culture. Même sur le thème «l'art tadjik dans le contexte du monde mo-

Derniers arrêts de l'express

En cette année internationale de la montagne, la DDC a organisé une rencontre culturelle au sommet. Des musiciens de l'espace alpin et d'Asie centrale ont été réunis pour une tournée unique en Suisse. Ce projet, appelé Tien-Shan-Suisse Express, cherche à savoir comment «les montagnes unissent». C'est l'occasion d'entendre le chant bitonal et le fameux violon de Mongolie à cordes en crin de cheval, des chanteurs d'épopées de l'Altai, ainsi que la guimbarde *temir* et le luth *kormuz* du Tien-Shan (Kirghizistan). Côté alpestre, on a le tympanon appenzellois, l'accordéon schwytois, le cor des Alpes et d'authentiques jodleurs.

Voici les dernières dates de la tournée:

27.8. Concert de midi à la Villa Boveri, à Baden

28.8. Concert aux Semaines musicales de Winterthour

6.9. Concert final et baptême du CD au Schiffbau de Zurich



derne», ils ne parlent pas de relève artistique, laquelle n'est d'ailleurs pas invitée à s'exprimer. «Nous devons inculquer le bon goût aux musiciens pop» – tel est le consensus.

Explosion d'enthousiasme

Il s'agit de trouver des stratégies capables d'atténuer l'écart entre un riche héritage et le son uniforme du moment. Cet objectif ne saurait être atteint en se crispant sur les traditions, même si l'idée de «sauver la musique» a son importance. La jeunesse veut être moderne. Elle croit que la modernité vient exclusivement de l'Occident, sans se rendre compte que sa musique est largement dépassée

là-bas. Une des questions centrales est de savoir comment la musique tadjike peut combiner modernité et authenticité.

La nouvelle génération dispose-t-elle du cadre et des stimulations qui lui permettront de dessiner sa vision de l'avenir? Ou bien les jeunes musiciens trouveront-ils de toute façon leur voie de manière autonome? Comment fonctionne l'industrie musicale indigène? Quelle influence exercent la TV et la radio? Qu'en est-il de la liberté de parole et de la censure? Le marché de la world music serait plus ouvert que jamais aux sons modernes et originaux d'un monde «différent». Songeons au succès des musiciens indiens et pakistanais qui font des expériences basées sur l'association de tambours *tablas* et de sons électroniques.

La DDC a offert à la popula-

tion locale trois jours de concerts captivants, de haute qualité pour la plupart, ainsi qu'une plate-forme qui a permis à des spécialistes de discuter de politique culturelle. Si l'enthousiasme suscité par ce festival dans tous les milieux concernés débouche sur des actions concrètes de politique culturelle au lieu de disparaître à nouveau sous les graves problèmes économiques du Tadjikistan, ses organisateurs auront réalisé un véritable exploit. ■

* Thomas Burkhalter est ethnomusicologue et journaliste culturel indépendant à Zurich

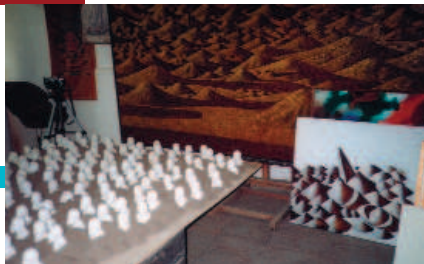
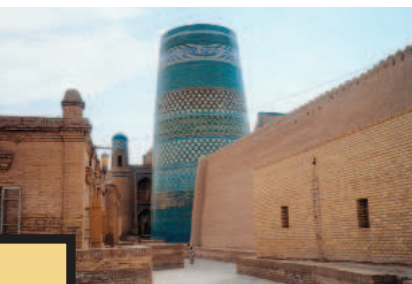
(De l'allemand)

Manque d'intérêt pour la culture

Les opinions exprimées en marge du festival Arzhang font douter que les bonnes idées de la table ronde d'experts pourront se traduire dans la réalité. Comme beaucoup d'autres Tadjiks, Umed Babakhanov, rédacteur en chef du journal indépendant *Asia Plus*, souligne que la population locale s'intéresse peu à la culture depuis la guerre civile: «C'est l'argent qui compte, pas la culture.» À la présidence, une collaboratrice du département de la culture s'exprime de manière analogue: «La culture n'occupe pas une place bien importante en ce moment, même si le président a récemment souligné la valeur de la musique *maqom*. Le soutien financier de l'État est minime, la scène culturelle vit essentiellement grâce à l'aide d'organisations étrangères.»

Chaleur humaine et créativité au menu de la coopération

Depuis cinq ans, la DDC favorise le développement de la culture dans les pays qui sont ses partenaires en Asie centrale. Le Bâlois Franz Frei connaît bien ce programme d'un genre nouveau, qu'il a suivi dès le début en tant que consultant externe. Il relate ici ses expériences.



Tout a commencé au Kirghizistan en 1997 par l'émergence de quelques idées fortes : d'aucuns reprochaient à la coopération au développement d'être unilatérale, matérialiste et rationnelle. Pour remédier à la situation, on a mis en place une coopération culturelle, qui devait intégrer les valeurs immatérielles et la chaleur humaine, susciter la confiance et le respect mutuel, promouvoir une créativité empreinte de plaisir. Il s'agissait de parvenir à une collaboration de haute qualité sans faire de grands compromis. Loin d'être incultes, les Kirghizes se caractérisent par leur force intérieure et leur sérénité. Ils avaient donc beaucoup à nous apprendre. Nos efforts étaient guidés par les principes de réciprocité, d'égalité et de respect.

Aujourd'hui, la DDC gère au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan ses propres programmes de soutien à la culture indigène, en général intégrés au secteur de la

bonne gouvernance. Tous ces programmes sont dotés d'objectifs globaux qui expriment la même volonté de promouvoir la diversité culturelle et de contribuer à une meilleure compréhension de l'identité nationale dans un État multiculturel. En revanche, ils se distinguent au niveau des attentes concrètes et des choix opérationnels, lesquels sont adaptés aux particularités de chaque pays.

Partenaires plus sûrs d'eux-mêmes

Dans chaque bureau de coordination, une collaboratrice originaire du pays est chargée de ces programmes culturels. Et l'on recherche toujours une coopération créative avec les spécialistes locaux de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation. Certaines réalisations culturelles ont déjà ouvert la porte à des projets plus difficiles.

Elles ont aussi permis à bien des partenaires de prendre confiance en eux, tout en consolidant le rôle et l'image de la coopération suisse au développement.

Les premiers projets ont été riches d'enseignement. On sait ainsi que des événements ponctuels peuvent avoir des effets durables et que la promotion culturelle doit être ouverte, démocratique et accessible. C'est ce que préconisent les deux expertes kirghizes de la culture qui ont évalué le programme mené dans ce pays.

La DDC s'attache en ce moment à définir le rôle de la culture dans la coopération au développement, comme la Suède et le Danemark l'ont fait il y a quelque temps déjà. Les expériences menées en Asie centrale lui seront sans doute très utiles. ■

(De l'allemand)

Quelques repères

Au Kirghizistan (depuis 1998), le programme porte notamment sur la mise en place de plateformes pour l'art contemporain et l'art du conte kirghize (*manas*), ainsi que sur la fabrication, la restauration et l'utilisation d'instruments de musique.

Au Tadjikistan (depuis 2000), un appui est apporté aux écoles de musique professionnelles. Des plateformes pour la musique, le cinéma et les arts plastiques doivent permettre aux artistes de s'organiser et de se faire connaître dans le pays et à l'étranger (voir aussi p. 30 et 31).

En Ouzbékistan (depuis 2002), il s'agit notamment de faire revivre des arts populaires menacés (céramique, broderie, danse et musique des ethnies minoritaires) et de réactiver le dialogue trans-culturel avec les États et les peuples d'Asie centrale.



Olivia Heussler

Des femmes qui s'affirment

(bf) À l'occasion des Journées photographiques de Bienne, la Zurichoise Olivia Heussler présente son travail sur des femmes qui sont parvenues à s'affirmer dans un contexte difficile. Parmi les femmes que la photographe a rencontrées lors de ses voyages au Nicaragua, en Turquie, en Palestine, au Pakistan et en Roumanie, il y a des visages célèbres et d'autres moins connus. Aux côtés de Nicaraguayennes en train de danser ou d'une lavandière roumaine, on trouve les portraits de la psychiatre juive Ruchama Marton, de l'écrivaine Sumaya Farhat Naser ou de la doctoresse Sima Samar, ancienne ministre de la condition féminine dans le gouvernement afghan de transition. *Journées photographiques de Bienne, du 6 septembre au 20 octobre, « Vie des femmes », Église du Pasquart, Faubourg du Lac 99a, Bienne*

Rendez-vous à Bienne

(bf) Le cinquième forum cinfo aura lieu le 7 septembre à Bienne. Ce rendez-vous bisannuel des personnes intéressées par la coopération internationale est une occasion unique d'échanger des idées et des informations. Le programme propose notamment des conférences, des discussions et des présentations-

Congrès et conférences

vidéos. En outre, les organisations participantes tiendront des stands d'information. En 2000, lors du quatrième forum, elles étaient au nombre de 65. Et on avait enregistré un millier de visiteurs.

Forum cinfo, 7 septembre, Palais des congrès, Bienne

Nouveaux pauvres à l'Est

(bf) La conférence annuelle sur la coopération avec l'Europe de l'Est se tiendra le 5 novembre prochain à Bienne. Elle traitera de la transition sociale dans les pays du sud-est de l'Europe. Divers ateliers (transition et nouveaux pauvres, responsabilité sociale de l'entreprise, accès aux prestations de base, forums communautaires, etc.) et exposés seront consacrés aux effets sociaux qui vont de pair avec une transition souvent difficile. Les conditions de vie de la population se sont en effet dégradées depuis la fin du régime communiste. Au-delà d'une analyse de la situation, ce Focus Europe de l'Est s'articulera autour de la question suivante: que fait la Suisse pour éviter la paupérisation et pour favoriser le développement de ces pays? *Focus Europe de l'Est, 5 novembre, Palais des congrès, Bienne. Entrée gratuite. Renseignements et inscriptions: DDC, section médias et communication, tél. 031 322 44 12*

Formation et développement durable

(bf) Dix ans après la conférence de Rio, le développement durable est à nouveau sur toutes les lèvres. Quel est le rôle de l'éducation dans ce domaine? Quelle contribution l'école peut-elle apporter à l'apparition d'une société tournée vers l'avenir? Un congrès national se penchera sur ces questions et définira les conditions que doit remplir l'éducation si elle veut favoriser le développement durable. Il

sera organisé par différents offices fédéraux (dont la DDC et l'OFEFP), la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, des associations d'enseignants ainsi que des institutions et organisations actives dans la formation à l'environnement, l'éducation globale et la promotion de la santé. Exposés, débats et ateliers sont au menu de ce congrès qui s'adresse au corps enseignant, aux spécialistes de l'éducation et aux responsables politiques. *Congrès national « Le développement durable fait école – L'école fait-elle du développement durable? », 28 et 29 novembre, Kursaal, Berne. Informations: Fondation Éducation et Développement, 3001 Berne, tél. 031 389 20 20, www.globaleducation.ch*

Montagnes en panne

(gnt) Un peu partout, on peut voir un autocollant représentant le Cervin au centre d'un triangle de panne. Il invite à se rendre à l'adresse: www.does-it-matter-horn.ch. Un autre Cervin n'aura échappé à aucun festivalier cet été: une immense sculpture éphémère construite avec des déchets. Ces symboles ont pour but de faire connaître un site Internet très à la page créé à l'occasion de l'Année internationale de la montagne. Il offre des informations utiles aux amoureux de la montagne, mais aussi aux cyclistes, aux cinéphiles et aux assoiffés de savoir. La DDC et l'Office fédéral du développement territorial (ARE) souhaitent amener tous les jeunes et ceux qui le sont restés à s'interroger sur l'avenir et à en débattre ensemble. Ce site leur montre des alternatives et les incite à agir. Le développement harmonieux de l'économie, de la société et de l'environnement ne joue pas seulement un rôle clé pour les régions de montagne. Ce problème nous concerne

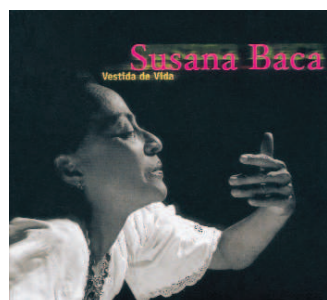
Internet

service

tous, c'est pourquoi il sera au centre des débats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à Johannesburg.
www.does-it-matter-horn.ch

Voix du Pérou noir

(er) Douce ou éclatante de passion, gaie ou mélancolique dans ses rythmes comme dans ses mélodies. Telle est la voix de Susana Baca, qui est partie de Lima, sa ville natale, pour un voyage musical à travers la Colombie, le Venezuela, l'Uruguay, le Brésil, Porto Rico, Cuba, l'Afrique et les États-Unis. Un périple que la chanteuse avait réalisé en 1990 déjà. Il en était résulté le CD *América... a Golpe de Tambor*, épuisé depuis longtemps. On l'a réédité sous le titre *Vestida de Vida* (vêtue de vie). Ce nouvel album témoigne des racines africaines et du «Pérou noir». C'est aussi une anthologie raffinée des styles musicaux des Andes et de l'Amérique latine en général. Les mêmes qualités caractérisent les CD *Eco de Sombras* et *Lamento Negro* qui ont fait grimper Susana Baca dans les hit-parades de la world music. Cette poétesse à la voix peu banale poursuit son chemin entre tradition et modernité. C'est à New York, juste après le 11 septembre, qu'a été enregistré son dernier album *Espíritu Vivo* (esprit vivant), avec la participation de célébrités d'avant-garde, telles que Marc Ribot.
 Susana Baca: «*Vestida de Vida*» (Iris Music / Musikvertrieb) et «*Espíritu Vivo*» (Luaka Bop / EMI)



Sommet musical

(gnt) Cet été, l'unique tournée du Tien-Shan-Suisse Express a fait escale dans les fêtes populaires et les festivals suisses (le concert final aura lieu le 6 septembre au Moods im Schiffbau, à Zurich). Le groupe réunissait exceptionnellement une vingtaine de musiciens originaires de deux massifs montagneux d'Asie centrale, le Tien-Shan et l'Altaï, ainsi que de Mongolie et de Suisse (voir aussi page 31). Les amateurs qui auraient raté cet événement musical se consolent en écoutant le CD enregistré en direct au Paléo Festival de Nyon. L'album reflète la coopération étonnante et fascinante de musiciens venus de différentes régions de montagne. *Tien-Shan-Suisse Express*: «*Les montagnes unissent!*» (Lawine / EMI)

L'âme et l'esprit

(er) Entre les accords planants des guitares et la course espiègle de l'accordéon s'élèvent les voix fascinantes de la *morna*, la ballade typique du Cap Vert. Le *fado* portugais, la *funana* ouest-africaine, la samba afro-brésilienne et le tango argentin fusionnent pour se muer en une illusion musicale qui s'installe entre joie de vivre et mélancolie. C'est ce monde fascinant qu'illustre l'un des disques les plus vendus de la world music, *The Soul of Cape Verde*, et l'album *The Spirit of Cape Verde*. Richement documentés et présentés dans des pochettes superbes, ils offrent un excellent aperçu de la musique propre à cet archipel isolé et aride qui fait face à la côte occidentale de l'Afrique. On n'y trouve pas seulement des stars, comme Cesaria Evora, Luis Morais ou Simentera, mais aussi nombre d'interprètes de la jeune génération.
 «*Soul & Spirit Of Cape Verde*» (Lusafica / Musikvertrieb)



Hip hop en exil

(er) Ruzzo, Yozuel et Rolán ensorcellent le public en conjuguant avec humour et talent la tradition afro-cubaine et le hip hop. Les trois exilés cubains du groupe Orishas ont récolté de l'or sur la moitié de la planète avec leur deuxième album, *Emigrante*. Ce mélange de rap, de *son* et de boléro parvient à associer des contenus exigeants et engagés à une musique qui l'est tout autant. La voix langoureuse d'une chanteuse de *son* se mêle aux chœurs mélodieux d'un



choro plein de sentiment, les *scratches* du DJ se conjuguent avec les rythmes des percussions; dans le cliquetis des *maracas*, la flûte s'élève au-dessus d'envoies et de vibrations puissantes. Le «Buena Vista Youngster Club» transmet un message grave tout en portant un regard bienveillant et critique sur le Cuba d'aujourd'hui.

Orishas: «*Emigrante*» (EMI)

Qui paie les temples de l'électricité?

(bf) «Les barrages sont les temples de l'Inde moderne», déclarait le premier ministre Jawaharlal Nehru en 1954. Aujourd'hui, son pays compte plus de 4000 barrages. Ils sont devenus le symbole du conflit entre deux voies

Livres et brochures

du développement, l'une technocratique, l'autre adaptée aux besoins. Les barrages ont toujours suscité la controverse. Sous la pression de l'opinion publique, la Banque mondiale a retiré son soutien à la construction de grands ouvrages. Malgré tout, il se trouve toujours des flux de financement pour alimenter ces projets. Prenant l'exemple de l'Inde, le Suisse Peter Bosshard, ancien collaborateur de la Déclaration de Berne, aujourd'hui consultant auprès d'organisations écologistes et de défense des droits de l'homme, a écrit un livre passionnant et bien documenté sur le financement des ouvrages hydro-électriques (en anglais seulement).

Peter Bosshard: «*Power Finance*». Commandes: Déclaration de Berne, info@evb.ch

Comprendre l'Afghanistan

(bf) Les attentats terroristes de l'automne dernier aux États-Unis ont braqué les feux de l'actualité sur l'Afghanistan. L'ouvrage *Afghanistan – ein Land am Scheideweg* (en allemand seulement) replace ces événements dans un contexte plus large. Il examine la politique pratiquée par Moscou et Washington à l'égard de l'Afghanistan durant les 20 dernières années. Ce pays n'a plus de secret pour les trois auteurs du livre: Silvia Berger est politologue, Dieter Kläy docteur en sciences politiques et Albert A. Stahel professeur d'études stratégiques à l'Université de Zurich et président du conseil de fondation de la Bibliotheca Afghanistanica. S. Berger, D. Kläy et A. A. Stahel: «*Afghanistan – ein Land am Scheideweg*», vdf Hochschulverlag, EPFZ

Stratégie 2006 au seco

(bf) Le Secrétariat d'État à l'économie (seco) et la DDC sont les deux offices fédéraux chargés

d'élaborer et de mettre en œuvre la politique suisse de coopération internationale au développement. Le domaine de prestations Développement et Transition, l'un des huit piliers du seco, applique les mesures économiques et commerciales en faveur des pays en développement et en transition. Ce domaine vient d'élaborer sa Stratégie 2006, qui « vise à clarifier et à renforcer le cadre d'analyse et de référence de la contribution du seco à la politique suisse au titre de la coopération internationale ». La brochure « Stratégie 2006 » existe en allemand, en français et en anglais. Elle peut être obtenue gratuitement auprès du seco, Développement et Transition, 3003 Berne, info-et@seco.admin.ch, tél. 031 311 56 56

Sécurité, liberté et justice

(bf) Le numéro 42 de la revue alémanique *Widerspruch* regorge d'informations captivantes et de haut niveau. Son thème : sécurité, liberté et justice à l'échelle mondiale. Des spécialistes suisses et d'autres pays s'expriment sur la politique sociale mondiale au lendemain du Forum social de Porto Alegre, sur la violence sexuelle, sur l'insécurité et le risque ou encore sur la violence policière et la sécurité publique. « Sicherheit, Freiheit, globale Gerechtigkeit », *Widerspruch*, n° 42. Disponible en librairie ou auprès de *Widerspruch* : case postale, 8026 Zurich, tél./fax 01 273 03 02, www.widerspruch.ch

Derrière les formules creuses

(jls) Les organisations internationales publient d'innombrables rapports, stratégies et autres documents visant à tracer un avenir meilleur pour l'humanité. Qu'ils parlent de lutte contre la pauvreté ou de développement durable, tous ces textes sont rédigés de manière aseptisée et soporifique. On y retrouve les mêmes formules stéréotypées, les mêmes concepts abstraits. L'Institut universitaire d'études du développement (IUED) s'est demandé comment est rédigé le « discours expert » et s'il n'a pas pour fonction de dissimuler la pensée dominante sous de bonnes intentions. Une douzaine d'auteurs ont déconstruit la rhétorique internationale. Leur ouvrage collectif vise à traquer les mots, à montrer comment ils servent le pouvoir.

« Les mots du pouvoir – Sens et non-sens de la rhétorique internationale », *Nouveaux cahiers de l'IUED* 13. Commandes : IUED, service des publications, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53, publications@iued.unige.ch

Les Indiens récupèrent leur passé

(jls) Écrasés durant cinq siècles, les Amérindiens avaient appris à mépriser leurs langues, leurs coutumes, leurs croyances. Aujourd'hui, ils se réapproprient petit à petit les traditions précolombiennes, ils veulent redevenir des Indiens au 21^e siècle. Le journaliste suisse Daniel Wermus, directeur de l'agence de presse

Infosud, a observé cette renaissance au cours d'un long périple en Amérique centrale. Du Mexique au Panama, il a visité sept pays différents, à la rencontre d'indigènes partagés entre modernité et âge chamanique. Son livre raconte aussi le destin peu commun de Christiane et Diego Gradis, un couple franco-suisse qui a fondé en 1986 l'organisation humanitaire Traditions pour Demain. Celle-ci a déjà soutenu près de 200 communautés indigènes luttant pour renforcer leur identité culturelle, afin de mieux faire face aux défis du développement. Daniel Wermus : « Madre Tierra! Pour une renaissance amérindienne », Albin Michel, 2002

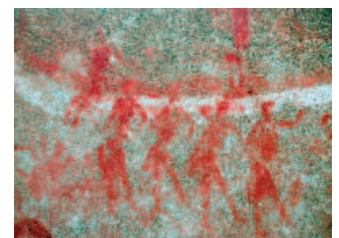
La paix et les droits de l'homme

La Suisse et le monde, la revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des sujets d'actualité de la politique extérieure suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand, italien). Le prochain numéro (septembre) fera une large place à l'action menée par la Suisse en faveur de la paix et du respect des droits de l'homme, par exemple en Afghanistan, en Colombie, au Sri Lanka et dans les Balkans. La dernière édition, publiée en juillet, était consacrée au thème « Islam et islamisme ».

Il est possible de souscrire un abonnement gratuit à l'adresse suivante : *La Suisse et le monde*, c/o Schaer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf

L'œuvre d'une vie

(bf) Kurt Huwiler a vécu 35 ans au Zimbabwe où il a dirigé des ateliers de formation. De retour en Suisse depuis quelques années, il a publié son expérience et ses impressions dans un ouvrage richement illustré, paru en allemand sous le titre *Zeichen und Felsen – Kultur und Geschichte im südlichen Afrika* (signes et rochers – culture et histoire en Afrique australe). Kurt Huwiler a étudié la musique traditionnelle africaine et les instruments, qu'il fabriquait avec ses élèves. Devenu un fin connaisseur de la musique africaine, il est parvenu, entre 1966 et 1978, à recueillir des enregistrements historiques d'une grande rareté phonologique. Ces musiques sont réunies sur le disque *Shona and Ndebele – Songs from the South*.



Jusqu'à fin 2002, le set consacré au Zimbabwe, qui comprend le livre « Zeichen und Felsen » et deux CD, est disponible au prix spécial de 69 francs auprès des éditions Freemedien, à Berne : tél. 031 381 47 39, fax 031 381 51 54

Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Fabrice Fretz (frf)

Maud Gerber (gee)
Sarah Grosjean (gjs)
Barbara Hofmann (hba)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : City Comp SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@deza.admin.ch

65983

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 58 000

Couverture : Jeremy Horner / Panos / Strates

Internet : www.ddc.admin.ch

Dans le prochain numéro :

Recherche, transfert de connaissances et développement : des programmes de recherche qui contribuent au développement, des transferts passionnants et quelques aspects controversés de la recherche au Sud



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC